l'unité

M 2805 - N° 371 - 6 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 21-27 février 1980

Nucléaire : Plogoff sous les armes



Sygma

EXCLUSIF
Tunisie : un combattant de Gafsa témoigne

Travail en miettes, santé en morceaux

Préserver les acquis de la détente

par Willy Brandt

La réussite de M. Barre

Baisse du pouvoir d'achat des travailleurs, 1 485 000 chômeurs et hausse des taux de profit des entreprises... Raymond Barre peut être content, son plan a réussi

PAR GUY PERRIMOND

RAYMOND BARRE doit être content de lui ! Car il a réussi, il le sait enfin, les chiffres le prouvent. Certes, ici ou là, quelques motifs d'irritation persistent ; par exemple, dans les sondages sa cote baisse. Mais qu'est-ce qu'un sondage ? Une intention passagère, vite oubliée.

Alors que son principal motif de contentement est bien réel, lui, mesuré, soupesé, connu, publié : en 1979 le pouvoir d'achat des salariés a reculé. « Enfin », doit s'écrier dans son for intérieur le professeur d'économie qui est devenu Premier ministre en 1976.

A l'époque, alors que l'immense majorité des médias présentait, célébrait celui que le président de la République avait présenté comme « le meilleur économiste de France », que pouvait-on lire dans « l'Unité » ? « L'essentiel du plan Barre peut se résumer ainsi : les entreprises françaises ont un double objectif : stopper la baisse tendancielle du taux de profit et, dans le partage de la valeur ajoutée, reprendre aux travailleurs les 2 % qu'ils ont arrachés ces dernières années. Barre sait que sur le premier, une solution « française » est difficile. Mais il peut espérer gagner sur le second point. » C'est chose faite. Il y a deux semaines l'Insee annonçait que la perte de pouvoir d'achat se situait entre 0,3 et 2,6 % selon les catégories, le pouvoir d'achat du Smic ayant baissé pour sa part de 0,5 %.

Le Premier ministre doit donc être content de lui. Pour l'essentiel son plan a réussi. Normal après cela qu'il ait l'air heureux, suffisant même, qu'il continue à faire des discours de professeur. Il a atteint ses véritables objectifs. Faut-il au passage être vulgaire ? Rappeler qu'en 1979 l'inflation a été de 11,8 %, que le nombre de chômeurs officiel s'est accru, qu'une fois de plus le commerce extérieur est déficitaire de quelques milliards ?

Le Premier ministre a suffisamment de technique pour savoir, malgré les discours, les mots qu'il faut bien employer, les promesses qu'il faut bien faire, les conséquences de sa politique. Et c'est parce qu'il les connaissait, c'est pour en arriver là que de plan en plan, qu'il soit de Barre ou de Blois, il a, refusant tout compromis, pour-

(suite en page 2)

Vous voulez que la presse du Parti vive...

Bulletin d'abonnement à retourner

l'unité

41, boulevard de Magenta 75010 PARIS

Je soussigné.....

.....

.....

.....

demeurant .....

.....

.....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

- abonnement d'un an (180 F) ◯
- abonnement de six mois (110 F) ◯

et vous adresse la somme correspondante

◯ par chèque bancaire

◯ par chèque postal

◯ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 30 349 80 La Source

Date Signature

Nos lecteurs ont la parole

LES JEUX OLYMPIQUES

Nous recevons de nombreuses lettres de lecteurs partisans ou adversaires du boycottage des jeux Olympiques de Moscou. Nous en publions ci-dessous deux parmi les plus significatives.

LE BOYCOTTAGE EST EFFICACE

Je viens de prendre connaissance de l'article sur les J.O. dans « l'Unité » n° 369.

Il reflète l'opinion qui semble prévaloir au P.s. Membre du P.s., je ne suis pas d'accord sur cette position bien qu'en tant que sportif je regrette les événements qui font que les J.O. sont menacés.

Je ne sais pas si la suppression des Jeux pèsera d'un gros poid sur le comportement des Russes. Ce que je sais c'est que économiquement et politiquement le boycottage des Jeux leur portera un coup.

L'embargo sur les céréales à destination de l'U.r.s.s. a été aussi critiqué comme ineffiCace (ce qui est faux).

Il est sûr que les sportifs sont contre le boycottage. Il est sûr que les marchands de grains sont contre l'embargo !

C'est pour ceux-ci et ceux-là une question d'intérêts compréhensibles, mais l'intérêt de ces minorités ne peut jouer face à l'intérêt général.

Les Jeux, les grains ne sont peut-être pas les mesures les plus valables... mais pour l'instant rien n'est proposé de plus efficace.

(ETIENNE LAVAL,
92100 Boulogne)

POUR UNE PARTICIPATION MILITANTE

Ni alignement sur Moscou, ni sur Washington, mais participation militante voilà l'attitude que les athlètes qui participent aux Jeux doivent adopter.

La première impasse à mon sens est de s'aligner sur les positions du président Carter qui, pour des motifs de politique intérieure, préconise le boycottage.

L'agression des Russes en Afghanistan n'est pas plus condamnable que celle des Américains au Vietnam il y a quelques années.

Elle est condamnable, et doit être combattue de la même façon, mais elle doit être replacée dans le contexte des conflits Est-Ouest de caractère local.

Donc ne pas avoir une attitude différente par rapport à l'U.r.s.s. que celle que nous avions par rapport aux Etats-Unis pendant la guerre du Vietnam me semble être la meilleure solution.

Qui aurait proposé le boycottage des Jeux s'ils avaient eu lieu aux Etats-Unis pendant la guerre du Vietnam ?

Il reste qu'en dehors de cette invasion de l'Afghanistan il existe d'autres motifs pour préconiser une participation militante des athlètes tout en signalant que l'U.r.s.s. n'est pas le seul pays où les atteintes aux droits de l'homme sont graves.

Nous ne pouvons pas ignorer qu'un certain nombre de militants noirs sont incarcérés aux Etats-Unis, qu'en France même les crimes contre les immigrés restent souvent impunis. Il faut aussi en parler.

Il reste que les jeux Olympiques sont l'occasion d'attirer l'attention sur le sort des dissidents et que tous les athlètes partisans des libertés doivent manifester à Moscou par des manifestations dont la nature reste à déterminer de leur solidarité avec tous ceux qui sont injustement emprisonnés.

Cette attitude, vu la publicité qui entoure les Jeux, ne pourrait que renforcer ceux qui luttent pour les libertés en U.r.s.s. et serait plus efficace que le boycottage.

(JEAN-PIERRE VIDALENC,
Paris)

LA DEMISSION D'UN COMMUNISTE

Président des élus communistes du Conseil municipal de la ville d'Hem (Nord), Robert Mestdagh vient de démissionner du Parti communiste.

Ville de 25 000 habitants, Hem a été gagnée à la droite en mars 1977 par une liste d'union de la gauche (dix-huit P.s. - neuf P.c.) animée par Jean-Claude Provo, maire. Cette union de la gauche s'est bâtie sans bavure, constituée dès le premier tour des élections municipales.

Robert Mestdagh estime aujourd'hui que son parti tient un double langage. Au XXIIIe Congrès (début 1979) ont été définis des moyens devant favoriser l'union de la gauche à la base. Et au récent congrès des élus communistes de Pantin (fin 1979) la direction du P.c. estime qu'il n'y a pas lieu de ménager ses partenaires et voudrait que les divergences au niveau national s'inscrivent jusque dans les municipalités. Robert Mestdagh s'explique : « Nous avons été élus aux municipales ensemble sur la base d'un Programme commun et nous devons à nos électeurs l'honnêteté de tout mettre en œuvre pour l'appliquer. En donnant des coups de couteau dans le dos à nos partenaires, sans répit, nous courons le risque de mener ce programme à l'échec. Il faut tout de même savoir ce que l'on veut. Je n'ai pas le tempérament à donner mon accord sur un projet et à le sabrer par derrière. »

Robert Mestdagh déclare qu'il maintiendra son engagement vis-à-vis du programme municipal d'union de la gauche sur lequel la population d'Hem l'a élu. Il assume sa responsabilité d'adjoint (état-civil - élections) avec conscience et compétence : voilà pourquoi Jean-Claude Provo, maire, en accord total avec le groupe socialiste, a décidé de lui maintenir sa confiance dans l'esprit du meilleur service possible de la population d'Hem.

(PHILIPPE MACQUET,
président des élus
socialistes d'Hem)

LE PEUPLE AFGHAN LUI-MÊME...

En envoyant sa force armée en Afghanistan l'U.r.s.s. a foulé aux pieds la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance de ce pays en intervenant dans ses affaires intérieures.

Elle a renversé son gouvernement, assassiné son président et certains de ses proches et fait prisonniers les autres pour installer ses hommes de mains qu'elle a ramenés dans ses fourgons.

Elle a foulé aux pieds le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un pays ainsi que le droit de chaque peuple à disposer de lui-même en toute liberté et à choisir son propre régime selon son désir. Je considère que les problèmes qui se posent en Afghanistan doivent être solutionnés par le peuple afghan lui-même ainsi que dans tous les pays sans intervention de puissance extérieure quelle qu'elle soit et qu'aucune logique ne peut justifier l'intervention armée d'un Etat dans les affaires intérieures d'un pays si ce n'est celle du brigand, du colonialisme et de l'impérialisme.

S'il y a des « ouvriers » afghans qui « approuvent » l'occupation de leur pays par des forces armées étrangères, fusse l'armée rouge soviétique, ils ne peuvent être que des ennemis de la nation afghane ainsi que de son peuple.

En conclusion, je condamne l'intervention russe en Afghanistan.

(IDIR LARAS,
délégué syndical C.g.t.
section de la C.p.b. Givet)

PROTEGER LA POINTE DU RAZ

Les militants du Parti socialiste en majorité ont élevé des réserves très marquées devant le nucléaire...

La construction projetée par le gouvernement présente des inconvénients spécifiques (quant à l'emplacement - Pointe du Raz).

Ne conviendrait-il pas que le P.s. serve sa popularité par une action en faveur de population de vieux qui ne savent pas se défendre juridiquement.

Tous les écologistes, les régionalistes seraient reconnaissants au P.s. d'une juste action en sens d'une protection dans ce cas précis.

(EDITH FANQUET,
63540 Romagnat)

SUITE DE LA PAGE 1

suivi, sourd aux appels de quelques-uns des siens, inquiets à l'approche de la campagne électorale ou sur qui pesaient les récriminations de leur électorat.

Car depuis 1976 quelles sont les modifications importantes enregistrées en économie ? Certes, le pétrole — comme les autres matières premières importées — a vu ses prix croître. Mais, après tout, nos exportations aussi se sont renchéries. Certes, le cher professeur aurait bien aimé, de surcroît, équilibrer le commerce extérieur. Pour la beauté du geste — ou des courbes — certainement. Car, quel merveilleux moyen de pression, d'intoxication que ce pétrole et son prix !

Le chômage s'est accru. En janvier dernier il y avait 1 485 400 demandeurs d'emploi, soit 1,1 % de plus qu'en décembre 1979. Que lisait-on dans « l'Unité » lors de la publication du plan Barre ? Que sa mise en œuvre impliquait « un million et demi de chômeurs ». Barre est content de lui, il a réussi, il y a 1 485 000 chômeurs !

On le voit, la réussite de Barre est à la mesure de ses ambitions. Le Premier ministre n'ayant pas, pour premier objectif, de reconstruire le tissu industriel, d'éponger le chômage, de casser l'inflation. Sa réussite, la seule dont, dans le secret de son bureau, il puisse se réjouir, est là : en faisant chuter le pouvoir d'achat il a permis aux entreprises de « restaurer leurs bénéfices », comme on dit pudiquement. Il leur a permis d'accroître leur productivité sans créer les emplois nécessaires. Il leur a permis de s'assurer certains marchés en faisant payer à tous un effort qui ne rapporte qu'à certains. Et mardi dernier le Premier ministre est allé au bout de sa logique.

En annonçant que « le maintien du pouvoir d'achat devient (...) un objectif de plus en plus ambitieux », c'est-à-dire en revenant sur ses déclarations antérieures (la progression en 1976, le maintien en 1978) il indique clairement sa volonté : qu'en 1980 les salaires ne puissent rattraper ce qu'ils ont perdu en 1979. Mieux, qu'ils « perdent » un peu plus.

En septembre 1976, il n'était pas évident que Barre réussisse. Non pas à cause du prix du pétrole, de la parité du dollar, de la récession aux Etats-Unis. Mais, plus simplement parce qu'un coup d'arrêt pouvait être porté à sa politique. Lors d'une élection. Or souvenez-vous. Un an après la nomination de Barre, en septembre 1977, l'Union de la gauche volait en éclats. Le P.c. n'en voulait plus. Puis malgré les efforts, les espoirs, en mars 1978, il fallut bien « faire les comptes ». Pour préserver sa force, ou pour n'importe quelle autre raison, le P.c. avait réusi : Barre pouvait continuer. Et, profitant de l'échec, du désenchantement, le Premier ministre allait pouvoir enfin « réussir ». L'Histoire a parfois un humour un peu trop noir ! Mais il importe que nous prenions la mesure des succès du professeur et que nous en comprenions les raisons. La mémoire, aussi, comme la vérité est révolutionnaire... ●

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 41, bd de Magenta 75010 Paris - Tél. : 208.23.50. *Directeur :* Claude Estier ; *Rédaction en chef :* Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; *Rédaction :* Marie-José Bernardot, Christine Cottin, Nicole du Roy, Georges Frameries, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Véronique Neiertz, Francis Pisani, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Reverier, Gilbert Sans, Antoine Violet, Maryse Wolinsky. *Secrétariat de rédaction :* Claudine Dervaux (révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; *Dessins :* Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Bordeclerc, Cannela ; *Photos :* Pascal Lebrun ; *Publicité :* Renée Skoblinsky, 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73 ; *Administration :* Conseiller technique : François de Grossouvre ; *Secrétaire administrative :* Jacqueline Daimé ; *Coordination :* Offres 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris.
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité ; *Directeur de la publication :* Claude Estier ; Cadet Photocomposition, 75009 PARIS. *Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot.*

Nucléaire : Plogoff sous les armes

Plogoff, réveillé par le diktat du Pouvoir et l'enquête "d'hostilité publique", se bat quotidiennement pour ne pas voir de centrale nucléaire à la pointe du Raz

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

De notre envoyée spéciale.

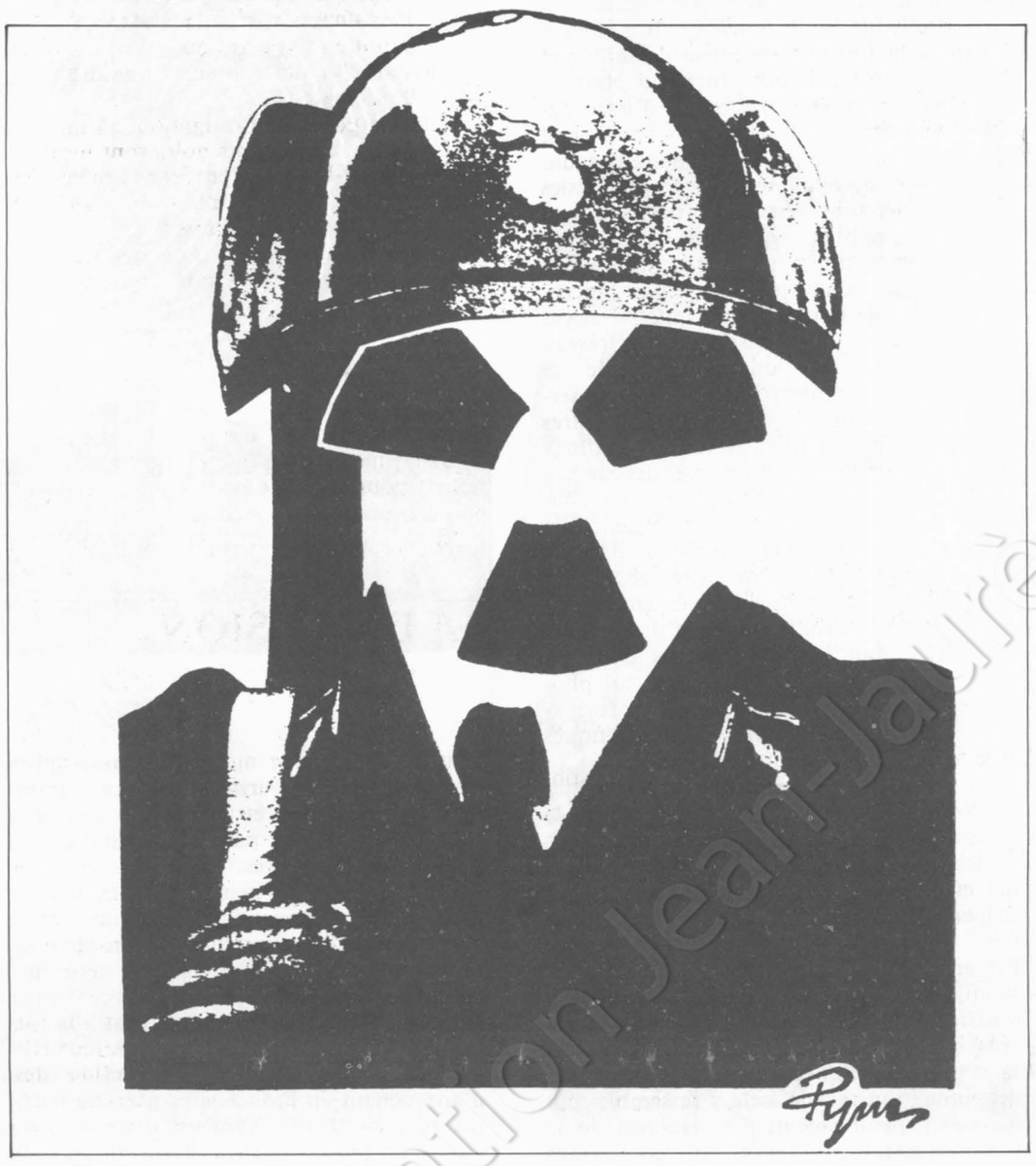
TOUS les jours, à Plogoff, la marée est à cinq heures. Sauf le dimanche. Marée humaine, le village se rassemble sur la route. En face, usant de stratégies de guérilla, les gendarmes mobiles se déploient. Casques à visière et boucliers transparents sur lesquels jouent les reflets du soleil, tenues kaki, pistolets à la ceinture et bien sûr fusils lance-grenades.

La foule, à la fois goguenarde et tendue, prête à glisser dans la colère, les bombarde d'injures — « Fumiers, salauds » —, prend position lentement le long de la route, s'avance vers les « assaillants », recule. Un vieux marin, casquette bleue, chante, en français, la liberté. Les portes des grands cars bleus claquent ; un hélicoptère survole la place ; les moteurs tournent ; ordres brefs, les gendarmes mobiles en tenue de combat grimpent dans les camions bâchés, à reculons. La foule se rapproche sans plus sourire : « Foutez le camp, on vous a assez vus. » Et puis ce sont pluies de pierres rebondissant sur les boucliers, gaz lacrimogènes en retour. Affolement sur la route.

Le cas de Plogoff en apporte à nouveau la preuve : la procédure des enquêtes d'utilité publique est totalement inadaptée. La commission Delmon, dès 1976, en proposait la réforme, pour permettre une réelle consultation des populations. C'est ce que rappelle Paul Quilès — qui doit samedi rendre visite aux habitants de Plogoff — dans une question écrite au ministre de l'Environnement.

Il risque de recevoir une réponse comparable à celle qu'André Giraud a donnée à Claude Estier au Club de la presse de dimanche dernier : « Ce que je trouve regrettable, c'est qu'on ne laisse pas faire l'enquête publique à Plogoff... Faut-il que ce soit les manifestations de rues qui décident, ou les procédures régulières ? » Et de conclure que l'information nucléaire n'est pas si mal faite, compte tenu de la difficulté technique du sujet. D'ailleurs le ministre ne se met pas martel en tête, il considère tout bonnement que 85 % des Français sont pour le nucléaire.

Comme le note Paul Quilès dans un communiqué, c'est à se demander si les procédures démocratiques ont encore lieu d'être, « s'il suffit de la conviction d'un ministre pour connaître l'opinion et le choix des Français ».



Le cortège s'ébranle avec en son centre deux camionnettes blanches, les « bureaux annexes de la mairie », renfermant les si précieux dossiers d'enquête pour la construction de la centrale nucléaire.

A Plogoff, le bout du Finistère, le bout du bout du monde, ils n'en veulent pas, de la centrale. Ils le crient.

Ainsi se terminent les journées à Plogoff, depuis l'ouverture de l'enquête d'utilité publique — d'hostilité publique, dit-on ici — le 31 janvier. Avec peu de variantes. Parfois le face à face est plus calme ; parfois l'affrontement plus violent. Aucune lassitude, dans la population, chaque jour plus nombreuse à attendre le départ des « envahisseurs ». Ils étaient un millier sur la route, samedi dernier. Ils ne désarmeront pas.

Jusqu'au 14 mars, jusqu'à ce que les mairies annexes et leurs convois militaires s'en aillent, ils creuseront des tranchées, élèveront des barricades, jetteront pierres, lisiers et pots de yaourt pleins de peinture à la tête des soldats. Ils recevront gaz lacrimogènes et grenades offensives en retour. Mais ils refuseront « l'enquête bidon ». « Qu'ont-ils besoin de venir nous narguer ? Ils savent bien que nous ne voulons pas de cette centrale. »

Depuis la nuit des barricades, lorsque les blindés sont venus dégager la route pour installer les camionnettes blanches, le climat s'épaissit à Plogoff. L'attitude du préfet y est pour beaucoup. Un préfet dur, qui craint sans doute de subir le même sort que ses deux prédécesseurs, déplacés pour ne pas avoir su faire respecter l'ordre sur le passage de Giscard et de Barre dans le département.

Plus de cinq cents gendarmes mobiles sont sur place. Ils viennent en pleine nuit, en camions bâchés, faire des rondes, tirant des grenades au moindre bruit ou même s'acharnant sur deux voitures en stationnement. Sur la route de Pont-de-Croix, rentrant au petit séminaire qui les abrite pour la nuit, ils ont lancé des pierres dans des carreaux ; la propriétaire a porté plainte, malgré la visite d'un capitaine qui espérait l'en dissuader. Un habitant de Plogoff a été arrêté, après avoir été dûment tabassé, et condamné le lendemain à quarante-cinq jours de prison pour port d'arme : une fronde. Tout cela est vécu par les habitants comme une provocation et la colère monte.

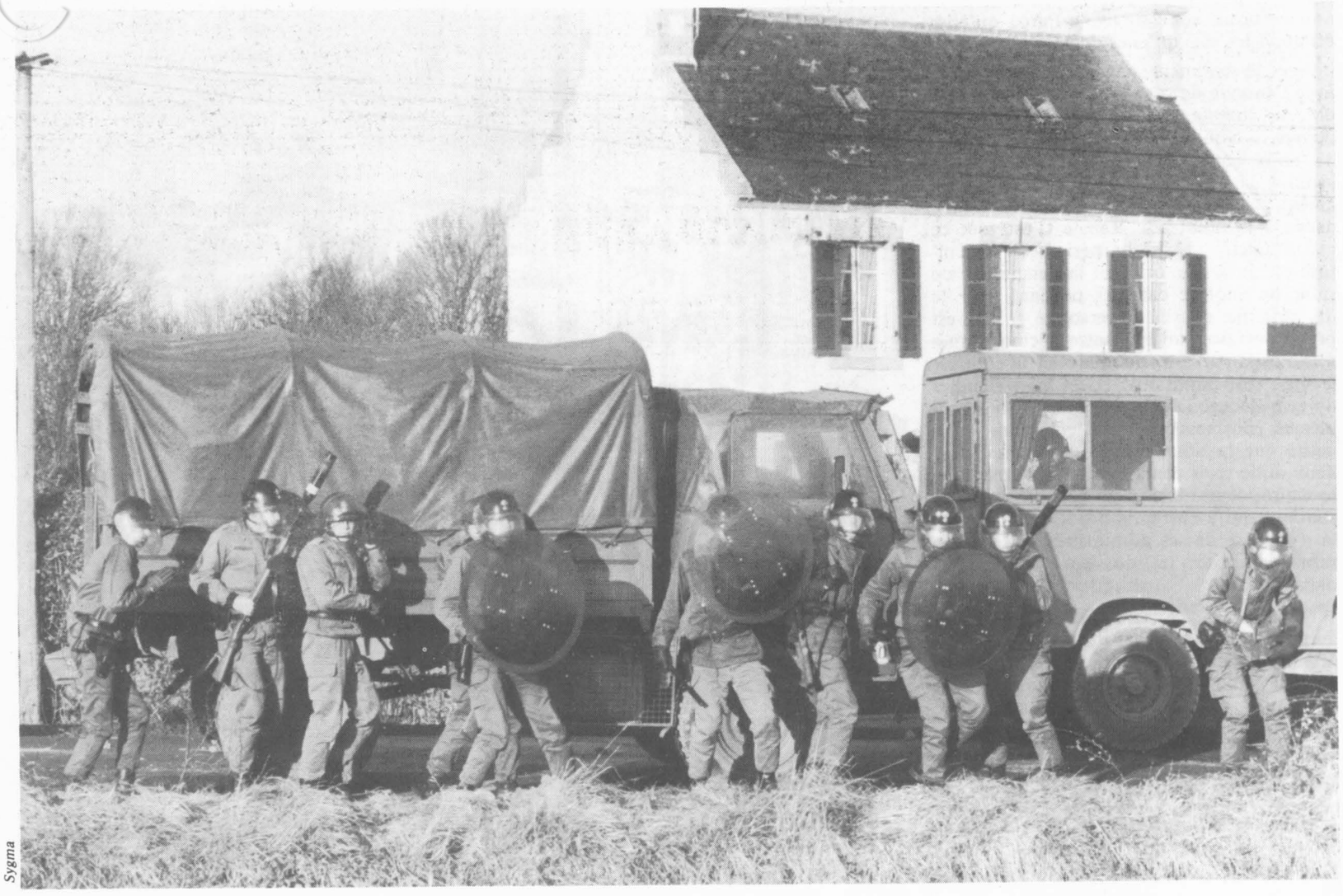
Le préfet parle de forces de dissuasion mais obtient l'effet inverse. « Ils vont rendre enragés les gens d'ici, qui sont plutôt calmes d'ordinaire ; la population est âgée, parce que les jeunes sont partis ; nous sommes contre la violence ; il n'y avait jamais eu d'histoire ici, avant », dit un des gérants du G.f.a. (Groupement foncier agricole), Eugène Perrot, soixante-dix ans, visage en lame de couteau. Un homme inquiet, comme beaucoup ici : « Nous essayons de calmer les gens au maximum. »

C'est une population traumatisée qui supporte l'invasion des gendarmes. Méfiante même à l'égard des journalistes, découvrant avec une certaine naïveté que le monde est méchant, que leur lutte n'est pas toujours comprise. Elle parle de guerre, de la Gestapo qui a séjourné ici. « J'ai emmené ma mère chez une amie, loin d'ici ; elle ne dormait plus, elle se croyait revenue en quarante », raconte un homme dont les deux fils jouent maintenant à la guerre en se traitant avec mépris d'« espèce de garde mobile ». Le village entier ne s'occupe plus que de « ça ». Le maire laisse tomber les travaux communaux, les femmes se relaient devant les mairies annexes : « Le ménage attend, le bifteck est vite cuit. » La pharmacienne constate : « On ne dort plus, on ne mange plus, on mène une vie déréglée ; ça risque de conduire à des excès, cette nervosité. »

Depuis 1974, lorsque l'annonce du projet d'E.d.f. a été faite par voie de presse, l'opposition des habitants s'est affermie. Le préfet a beau stigmatiser les éléments incontrôlés, les jeunes venus de l'extérieur, c'est une population tout entière qui se dresse dans son refus, avec une unanimité étonnante. Sans doute est-ce l'habitude de la solidarité, ciment de la vie dans ce coin perdu, battu par les vents violents. « Le peu de tranquillité que les gens vivent ici, ils y tiennent. » Gens rudes, au caractère trempé ; les Capistes ont même la réputation d'être plus têtus que les autres Bretons. « Pas question de faire marche arrière », dit une femme. Les gens d'ici n'ont pas froid aux yeux. Les hommes, parce qu'ils font un métier dur et dangereux ; les femmes, parce qu'elles connaissent la peur et l'affrontent.

Les femmes mènent la bagarre, ici. Les premières au front. Car l'homme est un grand absent dans ce village de marins. Quatre cent trente foyers sur six cents vivent les trois quarts du temps sans le mari. « Puisqu'ils ne sont pas là, nous sommes habituées à prendre nos responsabilités », commente Annie Carval, la présidente du

(Suite en page 4)



Sygma

Collection Jean-Jaurès

La France en carte

Fichage systématique de toute une population fait irrésistiblement penser à flicage. Un tel projet vaut bien un débat parlementaire !

PAR JEAN-LOUP REVERIER

LA délinquance, les chèques volés, le terrorisme et autres facteurs d'insécurité sont grandement facilités par l'aisance avec laquelle on peut, à l'heure actuelle, fabriquer de faux papiers. Ces maux sociaux ont, certes, de multiples autres causes, probablement plus déterminantes, mais c'est à celle-ci que le ministère de l'Intérieur s'en prend aujourd'hui à travers son projet de traitement automatisé des cartes nationales d'identité. Projet qui concerne aussi, dans la foulée, les titres de séjour des étrangers.

La carte d'identité a été créée sous Pétain, le 17 octobre 1940. Pour des raisons évidentes, l'Etat français se préoccupait alors d'accroître le contrôle policier de la population. La Résistance sut trouver la parade et fabriquer elle-même les fausses cartes d'identité qui lui étaient nécessaires pour lutter contre l'occupant et les collaborateurs. Depuis la Libération, le droit français a toujours refusé d'accorder quelque priorité que ce soit à ce document. La carte nationale d'identité n'est donc qu'un moyen parmi d'autres pour faire valoir son identité. Non obligatoire, elle n'a pas de statut privilégié. Notons au passage qu'un tel titre n'a rien d'indispensable et qu'il n'existe, par exemple, ni aux Etats-Unis ni en Grande-Bretagne.

En se proposant de réaliser « de nouveaux titres qui présentent les garanties nécessaires de durabilité, de protection et d'infalsifiabilité », le ministère de l'Intérieur va rendre progressivement la carte d'identité sinon obligatoire du moins indispensable. Seul document à présenter de telles garanties, ne sera-t-elle pas progressivement exigée par les commerçants, les banques et pour toutes opérations un tant soit peu délicates ? La réponse ne semble faire aucun doute.

Les moyens techniques les plus sophistiqués seront mis en œuvre pour réaliser la carte d'identité et le nouveau titre unique (valant à la fois comme carte de séjour et de travail) préconisé par l'Intérieur pour les travailleurs immigrés. Recours à l'informatique pour traiter les demandes, stocker et gérer les informations concernant chacun. Les données alphanumériques seront saisies sur le clavier d'un terminal d'ordinateur et les photographies, signatures et cachets feront l'objet d'une saisie simultanée par une caméra connectée au même microprocesseur que le terminal. Digitalisées, ces données seront transmises par le réseau Transpac du lieu où est déposée la demande — commissariats, mairies ou services préfectoraux — à l'un des six centres de fabrication des titres. Situé à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), le premier de ces centres est déjà opérationnel. Ceux de Toulouse, du Mans, de Nancy, de Valence, le sixième centre — situé, lui aussi, dans la région parisienne — vont entrer en service dans les prochains mois. Reliés entre eux, ces six centres seront équipés d'ordinateurs Mitra 125 pour l'acquisition des données, d'imprimantes à rayon laser pour les photos et signatures, le stockage des informations s'effectuant sur disques magnétiques et le logiciel utilisé étant le Myriade.

La C.f.d.t. s'est inquiétée le 14 février au cours d'une conférence de presse de la compatibilité et donc des possibilités bien réelles d'interconnexion du fichier d'identité et de celui des résidents avec d'autres fichiers, en particulier ceux de la police. Une hypothèse que rejette par avance l'Intérieur. Sauf pour ce qui concerne les immigrés, dont il a effectivement prévu d'office que le fichier serait relié à celui des « personnes recherchées ». S'il ne s'agit pas là d'une suspicion a priori et donc d'une discrimination raciale, cela y ressemble tout de même péniblement. Les craintes de la C.f.d.t. quant à d'autres interconnexions paraissent d'autant plus fondées que chaque individu sera doté d'un « identifiant » sous forme d'un numéro propre, permanent et unique. Ce moyen d'identification simple et précis pourrait fort bien « inspirer » les banques et certains organismes vivement intéressés par la constitution de fichiers en tous genres.



Pour la population immigrée, ce fichage prend des proportions particulièrement contestables. Il mettra en effet plus de quarante données en mémoire par personne. Au point que, selon la C.f.d.t., ce fichier aura un triple caractère relatif tout à la fois à l'état civil, à l'activité professionnelle et au pénal. « Rien n'a jamais été réalisé d'approchant en France si ce n'est au détriment des Juifs pendant la dernière guerre », relève le député socialiste Raymond Forni. Bien sûr, l'objectif du gouvernement Barre est tout autre. Il s'agit avant tout de « gérer » la main-d'œuvre immigrée en collant au plus près des besoins conjoncturels de l'économie. Taillables et corvéables, les travailleurs étrangers seront désormais à la merci d'une perte d'emploi temporaire, d'une fécondité jugée excessive ou de tout autre paramètre non prévisible. « Il est donc clair, constate la C.f.d.t., avec ce projet du ministère de l'Intérieur, que les libertés fondamentales, le respect de la dignité humaine ne font pas partie des principes que le gouvernement entend conserver pour ce qui concerne sa politique vis-à-vis des travailleurs immigrés. » Tout comme Forni, la centrale d'Edmond Maire ne cache pas sa surprise de voir ressortir à cette occasion le titre unique (séjour et travail) pour les étrangers. Prévue par le projet Barre-Boulin et le projet Stoléru, sa création n'a jamais été débattue au Parlement, le gouvernement ayant préféré retirer à l'automne ces projets vivement contestés.

En tentant aujourd'hui de faire passer la pilule à travers un simple décret, Christian Bonnet ne tente rien moins que de dessaisir le Parlement de ses attributions. Pour Forni, rapporteur de la Commission nationale informatique et libertés, « ce transfert du législatif au réglementaire pour une affaire de cette importance est tout bonnement irrecevable ». Saisie pour avis par le ministère de l'Intérieur, la commission pourrait fort bien préconiser un débat parlementaire sur le projet dont les implications sont par conséquent beaucoup moins minimes que ne le prétend l'Intérieur.

D'autant qu'une zone à lecture optique, située au verso de chaque titre, comportera des indications échappant à son possesseur. Cela permettra éventuellement de constituer de mini-fichiers, au besoin interconnectés, et de relancer par exemple les déplacements des individus franchissant les frontières.

Si l'Intérieur prévoit de consacrer plus de cent vingt millions de francs à ce projet, ce n'est pas pour constituer un simple titre d'identité parmi d'autres. Le spectre de « Big brother », l'ordinateur tout-puissant et omniscient de « 1984 » n'est pas si loin. Cela vaut bien un débat parlementaire. ●

(Suite de la page 3)

comité de défense. Une autre insiste : « S'il fallait attendre seize mois pour prendre une décision... » Fortes femmes, visage aussi buriné que celui des hommes, épaules carrées et démarches volontaires. Elles tiennent réunion régulièrement, discutent stratégie contre les gendarmes mobiles ; leurs mots d'ordre sont suivis. « Parce qu'elles écoutent les avis qu'elles demandent. »

Avec le sentiment du bon droit pour eux, avec l'énergie de ceux qui n'ont rien à perdre, les habitants de Plogoff serrent les poings. « Nous avons des motifs impérieux de nous battre. » Pour eux, la centrale signifie la mort. Parce que le tourisme amène cinq cent mille visiteurs chaque année à la pointe du Raz. « C'est tout ce qu'on a ici. » La pêche périclite, l'agriculture est presque morte. Et la perspective de subir un énorme chantier pendant plus de dix ans ne sourit à personne : « Il est prévu de faire sauter quatre à cinq tonnes d'explosifs par jour pour niveler la côte sur le site ; trois mille ouvriers et leurs familles doivent débarquer, ce qui poserait des problèmes énormes pour une commune aussi petite que la nôtre ; nous ne sommes que deux mille trois cents habitants », explique le maire, Jean-Marie Kerloch, un socialiste souriant qui a entrepris dès le premier jour la « défense de ses administrés ». Et qui a refusé d'abriter les dossiers de l'enquête dans la mairie.

La centrale, ce serait ici un monstre, avec ses quatre tranches de 1 300 MW. Elle prendrait sur la falaise un espace de 1,5 km de long sur 600 m de large. Sans compter les routes, les couloirs de lignes à haute tension.

A la menace, les Capistes ont choisi de répliquer par l'espoir. Cette lande sauvage de Feunten-Aod sur laquelle doit s'édifier la centrale, ils ont décidé de la remettre en culture. En septembre 1978, après un long mûrissement, le G.f.a. est né. Une vingtaine d'hectares a déjà été achetée, sur ce terrain très morcelé dont E.d.f. ne possède pas un mètre carré. Des parts de 100 F circulent, dans toute la France et même à l'étranger, vendues à des touristes cet été. Une bergerie a été construite et une cinquantaine de brebis prêtes à agneler y ont pris place.

Les ambitions du G.f.a. ne s'arrêtent pas là. « Il faudra encore construire, clore plus que la soixantaine d'hectares que j'ai commencé à défricher », raconte le berger, un grand blond aux cheveux longs, ancien éducateur recyclé depuis six ans dans l'élevage. « Nous voudrions installer un gars par an sur la commune, pour remettre en culture le millier d'hectares abandonnés. »

Ainsi la lutte contre la centrale a-t-elle réveillé un village qui aujourd'hui se découvre des raisons de vivre. Qui découvre en même temps la solidarité, en recevant l'appui des Lip, en accueillant le G.f.a. du Larzac, en remettant en question les valeurs d'une société qui cherche à l'écraser. Son seul espoir est de voir E.d.f. reculer. « Comme au Pellerin, explique le maire. Mais eux avaient été défendus par une grande ville, Nantes. Nous, au contraire, nous avons été trahis par le député, Guy Guermeur, c'est lui qui a voulu la centrale. Pour nous battre, nous n'avons que notre courage. »



Seule une décision politique pourrait leur donner satisfaction. Malgré les difficultés techniques de ce site, E.d.f. semble y tenir. Parce qu'elle tient absolument à implanter une centrale nucléaire en Bretagne. « Sinon il y aura des répercussions sur la qualité de la distribution du courant en Bretagne », menace le directeur de la région d'équipement d'E.d.f. Satisfaire Brest qui demande depuis des années une centrale au charbon, afin de relancer les activités minéralières du port, cela n'entrerait pas dans les plans de l'entreprise publique.

Les habitants de Plogoff ne sont donc pas sûrs de remporter la victoire. D'où leur désespoir et le climat de tension qui risque de se dégrader au cours des prochaines semaines. Certains s'échauffent déjà : « Les femmes veulent qu'on se couche sur la route mais il vaudrait mieux sortir les fusils. » D'autres espèrent que la tension ne va pas encore monter. Ils ont été 1 370 à signer une pétition pour demander le retrait des gardes mobiles au préfet. « Mais comment continuer la guerre psychologique sans tomber dans la violence physique, s'interroge le berger. L'enquête doit durer six semaines. Six semaines, c'est long. » La majorité est d'accord avec lui, mais d'accord aussi pour aller jusqu'au bout. « Si les travaux commencent, ce sont des milliers de C.r.s. qu'il faudra nous envoyer. » Le jeu en vaut-il la chandelle pour E.d.f. ? Probablement pas. Là réside leur véritable espoir. ●

P.c.f. : une image écornée

Si l'on en croit les derniers sondages, le bilan des initiatives récentes du P.c. est loin d'être globalement positif...

PAR GERARD LE GALL

DEPUIS environ deux mois, le P.c.f. est sur l'avant-scène. Qu'on en juge. Les voyages de Marchais dans le tiers monde et à Moscou et son intervention particulièrement démonstrative à T.f. 1 à propos de l'Afghanistan, sa participation à l'émission « Cartes sur table » à Antenne 2, puis au Journal inattendu de R.t.l., le congrès des Jeunesses communistes et enfin le conseil national sur les intellectuels. Durant cette période, plusieurs enquêtes d'opinions permettent de situer les attitudes des Français face à l'intense activité du Parti communiste. Parmi les réflexions qu'elles suggèrent, on en retiendra quatre :

1° Une influence qui se rétracte. En dépit ou à cause d'une omniprésence dans les médias, ni Georges Marchais ni le P.c. n'ont réussi à faire partager leurs analyses ou à inspirer un surcroît de confiance.

Le dernier baromètre « Figaro-Magazine »-Sofrès (en février) est à cet égard éloquent. En un mois, la cote de Georges Marchais, habituellement relativement stable, autour de 25 % depuis octobre 1978, plonge à 17 % (— 7 points par rapport à janvier). Même turbulence en ce qui concerne l'image du Parti. Les bonnes opinions baissent de 9 points (27-18 %).

Ce désaveu se réflète aussi dans le dernier baromètre présidentiel Ifop-« le Point ». En l'espace de deux mois, le secrétaire général du P.c. est devenu sans concurrent dans le domaine de l'impopularité : 61 % des personnes interrogées contre 55 % « ne voteraient en aucun cas pour lui. » Bref, tous les indicateurs de popularité ou de confiance sont à l'étiage. Le leader du P.c. se consolera peut-être en observant que les soutiens communistes ne manifestent pas pour l'instant des signes de désertion.

2° Le P.c. n'est révolutionnaire qu'aux yeux de l'U.d.f. et du R.p.r. : le 2 février 1980, lors du congrès des Jeunesses communistes, Georges Marchais avouait que son « grand secret », son « but réel », « c'est de faire la révolution ». Voici peu, il vouait aux gémonies ceux, les gauchistes, qui en parlaient avec simplisme ou sur le mode incantatoire...

Mécontents et révolutionnaires

D'après un sondage Sofrès-« le Nouvel-Observateur » de mai 1979, les Français croyaient globalement à une légère majorité — 49 contre 39 % — que le « P.c. serait prêt à faire la révolution pour prendre le pouvoir si la situation lui semblait favorable ».

Mais, paradoxe, seuls les partis au pouvoir assuraient cette majorité : 56 contre 29 % pour l'U.d.f. et 56 contre 32 % pour le R.p.r. Pour leur part, 19 % seulement des électeurs communistes, flairant peut-être l'aspect un peu caricatural de la question et du sujet, étaient d'accord et 65 % pas d'accord !

En réponse à une question semblable — « d'après vous ceux qui militent au sein du P.c. sont-ils avant tout des révolutionnaires ou des mécontents... » — 26 % des Français penchent pour la première formulation, 54 % pour la seconde. Les communistes, comme les socialistes, penchent pour la thèse du « parti des mécontents » (62 contre 21 %). Et les ouvriers ? Ils constituent la catégorie sociale qui penche le moins (19 %) pour l'équation militants communistes = militants révolutionnaires !

3° Une solidarité internationaliste mal comprise : incontestablement, la position du P.c.f. sur l'affaire afghane, singulière par rapport à la plupart des autres P.c., européens ou non, a beaucoup de mal à passer. Il faut le volontarisme qui caractérise bien souvent l'attitude de Georges Marchais pour affirmer : « Notre position lucide est de mieux en mieux comprise. »

D'après le sondage Louis-Harris-« le Matin » du 24 janvier, 9 % seulement des Français sont d'accord avec la position adoptée par le P.c.f. sur ce sujet, 66 % ne sont pas d'accord et 25 % sont sans opinion. Chez les électeurs communistes, si 45 % d'entre eux expriment leur accord, 31 % sont en désaccord. On précisera encore les attitudes de ces derniers en soulignant que le quart d'entre eux se sent « plus proche des positions du P.c.i. ou du P.c.e. que du P.c.f. », 31 % ne se prononçant pas.

Ici encore, le P.c.f. devra lutter durement à contre-courant pour convaincre les Français, et parmi eux bon nombre de communistes, de la légitimité de l'intervention de l'armée soviétique à Kaboul.

4° Un fonctionnement contesté : alors qu'en septembre 1977, 46 % des Français pensaient que le P.c.f. avait « profondément changé », ou « commençait à changer par rapport à l'époque de Staline », aujourd'hui la balance est négative : 48 % contre 28 %.

Les certitudes d'antan

Les électeurs communistes eux-mêmes sont très sensibles à la régression ou, pour parler comme Jean Elleinstein, « au retour à la glaciation ». Assurément, le thème de la démocratie interne, largement mis en avant par les contestataires après mars 1978, reste d'une grande actualité.

On le voit, le bilan des initiatives récentes du Parti communiste est loin d'être globalement positif. A la recherche d'une solution à sa crise d'identité, par un cheminement souple vers l'eurocommunisme que laissait entrevoir le XXIIe congrès, la direction du P.c. semble préférer le retour « aux certitudes » d'antan. On saura bientôt si la sphère que le Parti contrôle continue à suivre relativement la direction ou si, la crise qu'il traverse s'approfondissant, il ne sera pas contraint d'opérer une correction de trajectoire avant 1981. ●



Nous n'irons pas à la pêche

PAR CLAUDE ESTIER

SOYONS lucides : les coups répétés portés par le Parti communiste au Parti socialiste et à l'union de la gauche commencent à faire sentir leurs effets au niveau de l'électorat.

Sans doute ne faut-il pas accorder plus d'importance qu'elles n'en ont aux élections partielles, municipales ou cantonales, qui se déroulent de dimanche en dimanche. Il faut encore moins n'en retenir, comme le font la plupart des médias, que les résultats favorables à la droite : dimanche dernier, par exemple, la perte, à quelques dizaines de voix et après un bon report au second tour, d'un siège au Conseil général du Pas-de-Calais a été compensée par le gain d'un autre à celui de Saône-et-Loire. On a plus parlé du premier cap que du second.

Il n'en reste pas moins qu'une étude des scrutins partiels intervenus ces derniers mois fait apparaître un léger recul de la gauche que les experts s'accordent à chiffrer à moins de 3 %. Même s'il ne faut jamais oublier que ces chiffres se comparent au niveau le plus élevé atteint par la gauche — les cantonales de 1976, les municipales de 1977 — même si, d'autre part, ce recul est, pour plus des deux tiers, celui du Parti communiste, il est certain qu'il traduit un phénomène dont on constate bien d'autres signes : le désarroi d'une partie de l'électorat de gauche, toujours attachée à l'union mais qui aperçoit mal comment celle-ci peut renaître à partir de l'état de division actuel.

Les résultats électoraux évoqués plus haut et exploités à sens unique par la presse de droite ne justifient aucun alarmisme. Mais il serait peu sérieux de ne pas y voir au moins l'expression d'un malaise que le Pouvoir entretient d'autant plus qu'il constitue son principal atout : qu'on imagine aujourd'hui la gauche unie et dynamique face aux échecs accumulés de la politique gouvernementale, la cote de Giscard et de Barre dans les sondages serait certainement fort loin d'être ce qu'elle est !

C'est là, il faut inlassablement le répéter, que le Parti communiste prend une responsabilité historique de la plus extrême gravité : son anti-socialisme obsessionnel le rend chaque jour davantage complice du Pouvoir et cette complicité va même jusqu'à se manifester sur les terrains et aux moments les plus inattendus : dimanche dernier, au Club de la presse d'Europe 1, le représentant de « l'Humanité », Jean Le Lagadec, a littéralement tendu la perche au ministre André Giraud pour qu'il attaque le Parti socialiste, coupable de ne pas montrer assez d'enthousiasme en faveur de l'énergie nucléaire et de soutenir la population de Plogoff dans sa résistance à l'installation d'une centrale !

C'est un exemple. On pourrait en trouver d'autres dans la façon dont le P.c.f. « révolutionnaire » se retrouve dans la défense d'un certain ordre moral (à propos de la drogue, de l'homosexualité, etc.) aux côtés de l'U.d.f. et du R.p.r. Le Pouvoir le lui rend bien en accordant à Georges Marchais et à quelques autres toutes facilités pour s'exprimer largement à la radio et à la télévision.

L'objectif commun de la droite et du P.c.f. est de porter le maximum de coups au Parti socialiste. Nous n'avons pas attendu aujourd'hui pour le découvrir mais il est clair que la prolongation de cette situation a maintenant des conséquences sensibles dans ce qu'on peut appeler la base de la gauche. Les uns réagissent en se mobilisant et cela explique le très grand succès de la pétition « pour l'union dans les luttes » qui dépasse maintenant vingt-cinq mille signatures. D'autres, au contraire, s'éloignent de l'action en attendant des jours meilleurs. Le rôle d'un responsable politique est de voir les choses en face sans en exagérer la portée mais sans non plus la sous-estimer. Le rôle des responsables du P.s. n'est pas d'encourager la pêche à la ligne mais de montrer, par la cohérence du combat quotidien, que l'espérance demeure et, avec elle, les chances de la victoire. ●

La section de Guise (02) organise un

SUPER DISCO DE LA ROSE

le 24 février 1980

à la salle des Fêtes

de Guise

Matinée dansante de 15 à 20 heures.

Travail en miettes, santé en morceaux

Quatre millions de Français - et leur famille - sont concernés par le travail "posté" dont on sait maintenant qu'il conduit à une dégradation progressive de la santé physique et mentale

PAR MARIE-JOSE BERNARDOT

DES travailleurs pas vraiment comme les autres : en 1980, ils sont plus de cinq millions à travailler aux heures où les gens « normaux » se reposent. Périodiquement de très officiels rapports leur sont consacrés : en 1976, le rapport Wisner sur « l'aménagement des conditions du travail par équipes successives » ; le dernier en date est le rapport Delmon, soumis au Conseil économique et social en novembre 1979 sur « le cadre de vie des catégories de personnels soumis à des horaires particuliers » — qu'en termes pudiques ces choses-là sont dites... Pour les syndicats le travail posté, puisqu'il faut bien l'appeler par son nom, pose un redoutable problème : l'extension du travail posté repose (aussi) sur le consentement des travailleurs... et il y a aujourd'hui plus de candidats aux horaires postés que de postes offerts.

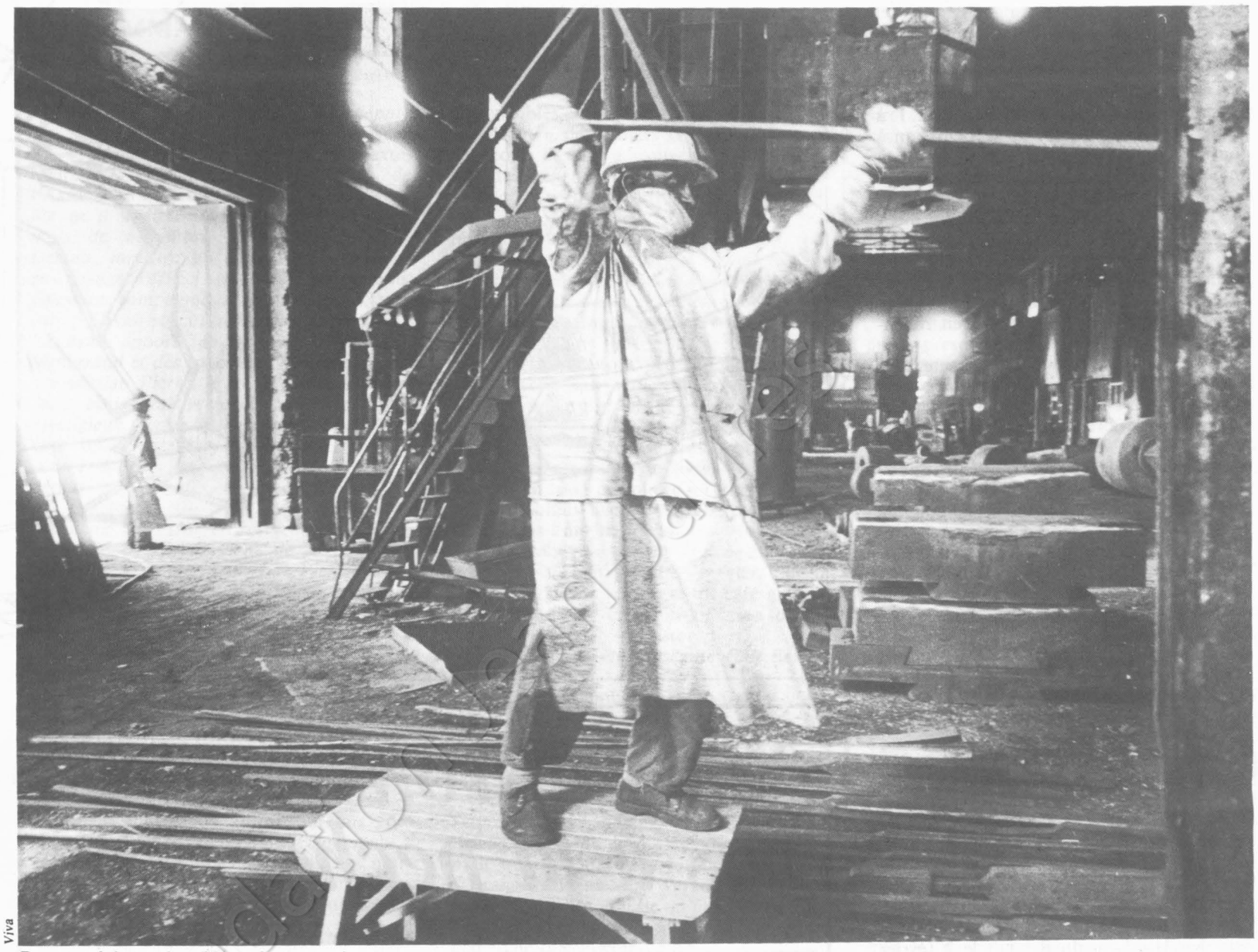
Le nombre des travailleurs postés augmente en effet régulièrement. De 1957 à 1974 le pourcentage des travailleurs soumis aux horaires « postés » est passé de 12 % à 21 %. En 1980 le travail posté concerne un salarié sur cinq.

Les revers du progrès

Mais il ne recouvre pas pour tous la même réalité : les systèmes de travail posté sont très divers, allant du 2 x 8 (deux « équipes » se relayant sur seize heures d'affilée avec interruption nocturne et en fin de semaine) au 3 x 8 (trois équipes assurent une continuité du travail vingt-quatre heures sur vingt-quatre) et même au 4 et au 5 x 8 dans les entreprises qui ont accepté de mettre en place la cinquième équipe. Ces équipes sont dites « fixes » lorsque chaque travailleur est toujours affecté au même poste, c'est-à-dire à la même tranche horaire ou « variables » lorsqu'il y a changement périodique de poste (le travailleur A est « du matin » pendant une semaine, « du soir » la seconde semaine, « de la nuit » la semaine suivante). Et le temps de repos après chaque poste est également très variable selon les entreprises.

D'après les statistiques du ministère du Travail il y aurait plus de deux millions de Français sur treize, sont donc concernés par le travail de nuit est théoriquement interdit pour les femmes et les moins de dix-huit ans, mais en fait il existe de très nombreuses dérogations. Avec leurs familles, quatre millions de personnes au moins, soit un Français sur treize, sont donc concernés par le travail de nuit (1).

A l'origine le travail en équipes s'est développé pour des raisons techniques dans des industries exigeant une production à feu continu : la sidérurgie avec les hauts fourneaux, les cockeries, les aciéries (trois travailleurs postés sur quatre ouvriers dans la métallurgie). Et aussi l'industrie chimique, le pétrole (un travailleur sur deux). Mais le progrès technique n'a pas contribué à diminuer le nombre des travailleurs postés. Au contraire. Avec le développement de l'automation et de l'informatique le travail posté s'est généralisé dans des secteurs très divers (banque, centrales nucléaires, entreprises de services, P.t.t., etc.). Le travail à horaires « particuliers » a aussi ses aristocrates : pilotes de ligne et personnel naviguant, médecins, contrôleurs aériens, etc. Et dans l'industrie notamment les raisons économiques prennent le pas sur les impératifs techniques : il faut à tout prix rentabiliser les investissements donc... utiliser les machines vingt-quatre heures sur vingt-quatre si possible. Ailleurs (S.n.c.f., E.d.f, hôpitaux) ce sont les nécessités du service public qui rendent indispensable le travail en équipes et notamment le travail de nuit. Et pourtant... De nombreuses enquêtes l'ont mis en évidence, le travail posté conduit à une dégradation progressive de la santé des personnes qui y sont astreintes.



Viva

Deux emplois postés : sidérurgiste et verrier.



Sygma

Même si, dans certaines industries il est souvent difficile de faire la part des « stress » dus à des conditions de travail pénibles y compris en travail « normal » (bruit, efforts musculaires, travail à la chaîne) et des « stress » spécifiquement liés au travail en équipes, il existe un rapport de cause à effet entre la pratique du travail par équipes successives et une détérioration plus ou moins rapide de la santé. Un être humain peut rester plus longtemps sans boire ni manger que sans dormir : l'existence de rythmes biologiques rend très aléatoire l'adaptation des travailleurs aux horaires postés et particulièrement au travail de nuit. L'expérimentation scientifique rejoint ici le vécu concret des travailleurs postés. De récentes études physiologiques effectuées par des chronobiologistes (2) l'ont démontré : l'homme est un animal solaire. Nous sommes programmés pour dormir la nuit et être actif pendant la journée et non l'inverse. De là provient la fatigue générale dont se plaignent la plupart des travailleurs astreints à un travail nocturne. Même si aucune enquête systématique n'a pu être réalisée au niveau national — du fait de la négligence des pouvoirs publics et des entreprises — des études ponctuelles révèlent l'existence d'une véritable pathologie du travail de nuit et des horaires irréguliers.

Sommeil perturbé

Une enquête réalisée dans un hôpital du 13e arrondissement à Paris parmi les femmes effectuant des gardes de nuit montre que la durée moyenne du sommeil s'abaisse à 5 h 52 et même à 4 h par jour pour certaines qui ont des enfants en bas âge. Autre symptôme signalé : augmentation du poids chez 57 % des femmes, la prise de poids dépassant dix kilos deux fois sur

cinq. « La nuit on a tout le temps faim, affirme Claude, 32 ans, interne en médecine. C'est sûr que le travail de nuit provoque un dérèglement hormonal : certains maigrissent brutalement, d'autres prennent quinze kilos ! »

Même si certains individus s'adaptent plus facilement que d'autres, les changements d'horaire et surtout le travail de nuit influent sur des fonctions vitales de l'organisme :

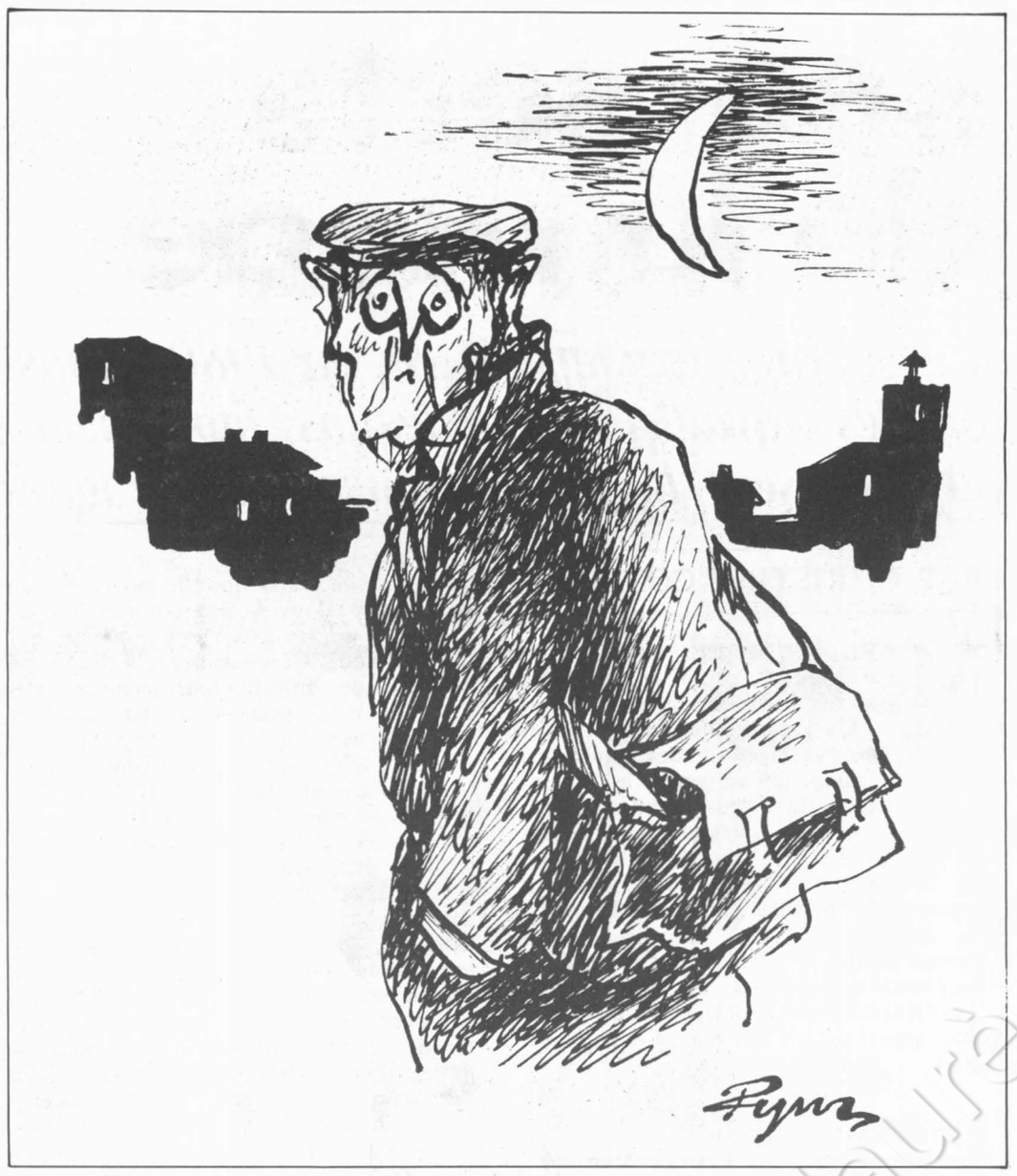
— il existe une différence de qualité entre le sommeil de nuit et le sommeil de jour : la plage horaire 23 h - 5 h est celle qui comporte le sommeil le plus réparateur ;

— en cas de sommeil de jour, le déficit en sommeil paradoxal — phase du sommeil où se situent les rêves et qui permet la « recharge » des activités nerveuses et cérébrales — est un déficit cumulatif : c'est pourquoi les chronobiologistes recommandent d'avoir au moins une nuit normale de sommeil après deux ou trois nuits de travail. Le système de rotation de postes ne le permet pas toujours : on est souvent « de nuit » pendant une semaine d'affilée. Or, cette récupération est d'autant plus nécessaire qu'à travail égal le travail de nuit implique une plus grande dépense physiologique et surtout nerveuse. L'âge étant bien sûr — combiné avec l'ancienneté en travail posté — un facteur de moindre facilité à compenser la fatigue nerveuse.

Taciturne et irritable

José F., 40 ans, O.s. dans une usine de fabrication de tubes en plastique près de Nîmes, est astreint aux 3 x 8 depuis plus de dix ans : « Quand je rentre le matin après une nuit de travail je me couche pour essayer de récupérer mais je dors très mal, je suis réveillé au moindre bruit. » Résultat, José qui a de fréquents ennuis digestifs est devenu taciturne et très irritable.

Les perturbations ne se manifestent chez certains individus que plusieurs années après l'abandon du travail posté... et la pathologie liée aux horaires irréguliers est souvent indirecte : les troubles nerveux, digestifs, oculaires qui sont les plus couramment signalés par les médecins du travail résultent surtout d'une insuffisance de sommeil (ces troubles sont trois fois plus fréquents chez les travailleurs de nuit). Ils sont aussi liés aux effets secondaires d'un abus médicamenteux : pour tenir le choc les travailleurs « marchent » à coups de stimulants et de tranquillisants alternés. A la limite une véritable toxicomanie se développe.



Mais le travail posté ne perturbe pas seulement la santé : il modifie complètement les conditions de vie des travailleurs. La gêne occasionnée dans la vie familiale est le principal motif d'insatisfaction invoqué par les deux tiers des travailleurs soumis à des horaires variables. Là encore c'est le travail nocturne qui crée les plus grandes difficultés d'adaptation. Celui qui « fait la nuit » doit bien sûr essayer de récupérer en dormant une partie de la journée : il est de ce fait exclu de la vie familiale normale. Pas (ou peu) de repas pris en commun, peu de contacts avec ses enfants, son conjoint, etc. Et bien peu de couples résistent au travail posté surtout quand il est pratiqué à la fois par l'homme et la femme.

« A Montbéliard, explique Michèle, 28 ans, fraiseuse à l'usine Peugeot, la plupart des femmes de mon atelier font les 2 x 8 à cause des enfants : le mari travaille de 5 h à 13 h, la femme de 13 h à 21 h, ou l'inverse, cela leur permet de résoudre le problème de la garde des enfants... mais bien sûr leur vie de couple est complètement sacrifiée, quant à leur vie sexuelle n'en parlons pas ! »

La participation des travailleurs postés à la vie sociale est elle aussi très difficile : les horaires variables et surtout le travail de nuit rendent très aléatoires les activités syndicales dans l'entreprise ou le militantisme associatif de même que la possibilité de pratiquer un sport collectif ou encore celle de pouvoir regarder la télévision et notamment suivre une série d'émissions sur plusieurs semaines. A l'écart des activités familiales, souvent indisponible pour des invitations amicales « normales », le travailleur astreint au travail posté finit par se sentir un paria, un exclu de la société. Les enquêtes réalisées par les syndicats et en particulier par la Fédération C.f.d.t. de la chimie révèlent la fréquence de ce sentiment. Et de fait, la société qui organise ce type de travail et en tire profit ne fait rien pour faciliter l'insertion des travailleurs postés. Rien n'est conçu en fonction de ces cinq millions de travailleurs « particuliers » : ni les transports en commun, ni les horaires des différents services publics, ni les programmes télévisés. Et surtout pas l'habitat : l'existence d'une pièce insonorisée par logement changerait déjà considérablement la vie des travailleurs postés et de leur famille. Le pire dans ce domaine est réservé aux travailleurs immigrés astreints aux 3 x 8 qui vivent à six ou davantage dans une seule pièce !

Temps de repos plus longs

L'impact désastreux du travail posté, tant sur la santé que sur la vie quotidienne des travailleurs a conduit la plupart des experts à réclamer un aménagement de ce type de travail et de l'organisation de la vie sociale. Plus ou moins ambitieux, les rapports officiels sur la question n'aboutissent en fin de compte qu'à une succession de vœux pieux. Réalisé en 1976, à la demande du ministère du Travail, le rapport Wisner réclamait notamment la réduction globale des effectifs des travailleurs postés, la suppression du travail de nuit « partout où cela est possible », la diminution de la durée des postes et l'aménagement de temps de repos plus longs.

Toutes ces recommandations sont bien sûr restées sans la moindre ébauche d'application. Pour le patronat en effet c'est au contraire l'extension du travail posté qui est à l'ordre du jour. Le prétexte de l'impossibilité « technique » d'arrêter les

(suite en page 8)

Secteur public : casser la mécanique actuelle

PAR EMMANUELE PLAS

« LIVRE noir du secteur public », c'est sur ce thème que des journées nationales avaient été organisées par le secrétariat au Secteur public du Parti socialiste, les 16 et 17 novembre, à Paris. Au lendemain du congrès de Metz, le Parti socialiste avait décidé de faire de la défense et de la promotion du secteur public l'un des axes majeurs de son action. Aussi ces journées n'étaient-elles que le premier temps fort du travail entrepris dans ce domaine. Il s'agissait de faire le bilan, aussi détaillé que possible, de l'état des services publics, en France. « Une opération vérité », devait dire Michel Charzat, secrétaire national au Secteur public.

Depuis le mois de septembre 1979, tous les militants avaient été invités, au travers des fédérations départementales, des sections et de la Fédération des élus socialistes et républicains, à apporter des informations et à faire des propositions. Des journées départementales, précédant de huit jours les journées nationales, avaient fait la synthèse au niveau local. Notamment à Paris, en Seine-Saint-Denis, dans le Rhône, le territoire de Belfort.

Le 16 février, les quelque cent cinquante participants, représentants des fédérations, des groupes socialistes d'entreprise nationaux, des commissions d'étude du P.s., ont planché pour établir trois rapports sur les causes, les méthodes et les conséquences du démantèlement du secteur public. Pour ces dernières le rapport de la commission devait conclure à une diminution des services rendus au public et par conséquent à une aggravation des conditions de vie pour les usagers de ces services. Et à l'accroissement des inégalités.

C'est sur la base de ce rapport que les débats se sont déroulés, le lendemain. L'expression « secteur public » étant entendue suivant son acception la plus large : des P.t.t. aux sociétés d'économie mixte, comme la Compagnie française des pétroles ou les Houillères, en passant par l'enseignement. Les orateurs, dont Alain Busnel sur les entreprises nationalisées, Gilles Catoire et Louis Mexandeau sur l'enseignement, ont longuement dénoncé le démantèlement de ces secteurs, amorcé sous de Gaulle et qui s'amplifie depuis l'élection de Giscard d'Estaing. Au profit du secteur privé :



Pascal Lebrun

« Aussi le secteur public — et plus généralement l'Etat — se trouve au cœur de la crise de la société française, au centre des tentatives du capitalisme pour instaurer de nouveaux mécanismes de régulation économique et sociale et de nouvelles alliances de classe », notait Michel Charzat, dans son intervention.

François Mitterrand, dans son allocution, a rappelé que le Parti socialiste souhaite l'extension du secteur public mais dans le sens de la libéralisation : « Nous ne rencontrerons l'assentiment populaire que si nous pouvons assurer les citoyens que les propositions du Parti socialiste ne sont pas facteur d'oppression mais au contraire de libération. »

Les socialistes feront de la défense et de la promotion du secteur public un des thèmes de la campagne de leur candidat aux élections présidentielles en 1981. D'ores et déjà divers colloques seront organisés, en collaboration avec les autres secrétariats du P.s., dans les mois à venir. Le premier, au mois de mars, aura pour thème l'université. Une politique volontariste de création de comités départementaux de défense des services publics, à l'image de celui de la Dordogne, a été décidée.

Le Premier secrétaire du Parti socialiste a mis en garde « ceux qui entendent se couler dans le moule de la société existante ». « Il faut en casser la mécanique », a-t-il déclaré.

« Le Livre noir du secteur public » sera publié à partir des très importants et très nombreux matériaux rassemblés pour ces journées « services publics ».

Ce sera le deuxième livre de la collection inaugurée avec « le Projet socialiste ». ●

(suite de la page 7)

machines pendant la nuit est de moins en moins invoqué. En revanche le patronat met en avant les nécessités de la compétitivité face à la concurrence internationale. « Avec les mêmes équipements et la même durée de travail hebdomadaire les Américains et les Japonais produisent 80 % de plus que nous, a déclaré récemment François Michelin dans une interview à « Paris-Match ». Parce que leurs usines tournent trois cent trente jours par an alors que les nôtres ne tournent que deux cent soixante jours. » On ne saurait être plus clair.

Le rapport présenté en novembre dernier au Conseil économique et social par Pierre Delmon fait d'ailleurs la part belle aux arguments du patronat. Plus question, par exemple, de souhaiter la limitation systématique du travail de nuit. La C.g.t. et la C.f.d.t. qui ont participé à l'élaboration de ce rapport — au même titre que d'autres organisations qui siègent au C.e.s. — ont d'ailleurs finalement refusé de voter l'avis jugé trop favorable aux positions patronales. Il ne s'agit plus, en effet, de limiter l'extension du travail posté mais seulement de le rendre plus tolérable. Au demeurant les recommandations du C.e.s. risquent fort de rester lettre morte : droit au reclassement après vingt années de service en horaire posté (encore est-ce formulé de façon prudemment interrogative : « ne faudrait-il pas... ? ») ; aménagement de locaux réservés à la détente et aux repos sur le lieu de travail ; conseils de diététique donnés par les médecins du travail ; l'insonorisation de l'habitation « doit être une préoccupation constante », etc.

De leur côté, les syndicats ont mené depuis longtemps une réflexion sur le travail posté et ses conséquences. A la C.f.d.t., les travaux les plus approfondis ont été menés par les Fédérations de la chimie et de la métallurgie. A la C.g.t. c'est la Fédération des cheminots qui a réalisé des enquêtes détaillées. A la C.f.d.t. une commission de travail permanente a d'ailleurs été mise en place pour étudier le problème. De plus en plus les syndicats dans ce domaine s'orientent vers des revendications qualitatives : le système des primes et des sur-salaires réclamés par les syndicats au début de l'émergence du travail posté dans le but de freiner son développement a constitué au contraire un important facteur d'extension. C.g.t. et C.f.d.t. s'accordent pour réclamer la suppression du travail de nuit sauf en cas de réels impératifs techniques ou de service public. Pour les travailleurs postés les syndicats revendiquent des temps de repos plus longs, une diminution de la durée hebdomadaire du travail — 33 h 36 par semaine pour les travailleurs astreints aux 3 x 8 en continu — la généralisation de la cinquième équipe et le droit au reclassement sans perte de salaire à partir d'une certaine ancienneté en poste (15 ans pour les postés en continu).

Déqualification et baisse du pouvoir d'achat

Toutes les études économiques prévoient pourtant une extension continue du travail posté. Motivés par des salaires beaucoup plus importants, les candidats au travail posté continuent à augmenter, même si les jeunes travailleurs semblent de plus en plus réticents. Il faut dire que les primes ne sont pas de trop dans le contexte général de baisse du pouvir d'achat : de 30 à 80 % du salaire de base, elles permettent même un doublement du salaire dans certaines entreprises. C'est le prix payé pour la santé, le sommeil perdu et les atteintes à la vie familiale. Le jeu en vaut-il la chandelle ? Les travailleurs postés se posent parfois la question trop tard : les perturbations physiques et psychiques ne sont pas immédiates. Lorsqu'elles surviennent, renoncer au travail posté, c'est subir à la fois déqualification et régression de pouvoir d'achat. C'est aujourd'hui l'alternative de José, astreint au 3 x 8 depuis plus de dix ans. « Je ne veux pas subir de déqualification. Mon salaire me permet de faire vivre mieux ma femme et mes enfants. Changer de métier ? Encore faudrait-il pouvoir suivre des cours de recyclage... avec des horaires pareils ! » ●

(1) La revue « Economie et statistique » de l'Insee publie dans un numéro de janvier (n° 118) une importante enquête sur les conditions de travail des ouvriers et des ouvrières avec de nombreux tableaux chiffrés.

(2) « Des Rythmes biologiques à la chronobiologie », par Alain Reinberg. Editions Gauthier-Villers 1977.

« Les Rythmes biologiques », par Alain Reinberg et Jean Ghata. Collection Que sais-je ? P.u.f.

Les serfs de la mode

Le servage existe à Paris en 1980 : dans les ateliers du Sentier où des travailleurs clandestins fabriquent la mode dernier cri et bâtissent la fortune insolente de leurs gardes-chiourme

PAR CHRISTINE COTTIN

MARDI 19 février. « Açlik grevi buradadir 9 gün » en turc. En français, neuvième jour de grève de la faim. Un jour presque faste pour les dix-sept Turcs allongés sur des matelas ou des lits de camp, qui réclament le droit de ne plus être des travailleurs clandestins.

D'abord parce qu'après une semaine passée à la Maison verte, rue Marcadet, hébergés par une association protestante, ils viennent d'emménager, comme prévu, chez les catholiques, salle Saint-Bruno, rue Pierre-l'Ermite, à côté de la Goutte-d'Or. Désormais ils sont dans un local chauffé. Une caractéristique appréciable : on est frileux, quand on n'a pas mangé depuis neuf jours.

Un dossier dense et scandaleux

Et surtout, c'est ce matin qu'ont commencé, au ministère du Travail, les négociations sur les travailleurs clandestins pour régulariser leur situation. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat auprès du ministre du Travail, aura fort à faire. Le dossier ouvert par les représentants des travailleurs turcs à la demande de la C.f.d.t. est aussi dense que scandaleux.

Au point de départ, le Sentier, quartier du centre de Paris dont le pouls bat au rythme des salons du prêt-à-porter. Ici, on coupe, on pique, on surjette aussi vite que varie la mode. Côté vitrine, cela donne des boutiques de confection parisienne capables d'exposer en permanence le dernier cri de ce qui se fera cette saison. C'est joli, c'est chouette, c'est « in », c'est Paris, quoi. Mais de la boutique de Saint-Germain-des-Prés à l'atelier — d'où sont sortis les modèles —, il y a plus qu'un monde. Il y a des siècles. Là-bas, c'est le Moyen Age.

Un portail dans une ruelle étroite, un passage encore plus étroit bordé de maisons lépreuses. Le passage serpente entre les habitations, tantôt à ciel ouvert, tantôt comme un tunnel. Un escalier branlant, une porte sur laquelle l'une de nos guides turques tambourine un rythme mot de passe. A l'intérieur, le visage anxieux, huit Turcs nous expliquent. Voilà un atelier clandestin. C'est ici qu'ils travaillent, mangent et dorment. Dans ces vingt mètres carrés divisés en trois pièces aux murs crevassés et crasseux, on a réussi à loger sept machines à coudre, deux presses antiques. Et le soir, on déplie quelques matelas, des couvertures là où il y a de la place, sous des machines, au milieu des flocons de poussière de tissus. L'air en est chargé : il y a bien des petites fenêtres mais les volets sont fermés, de peur que le bruit des machines n'attire les curieux.

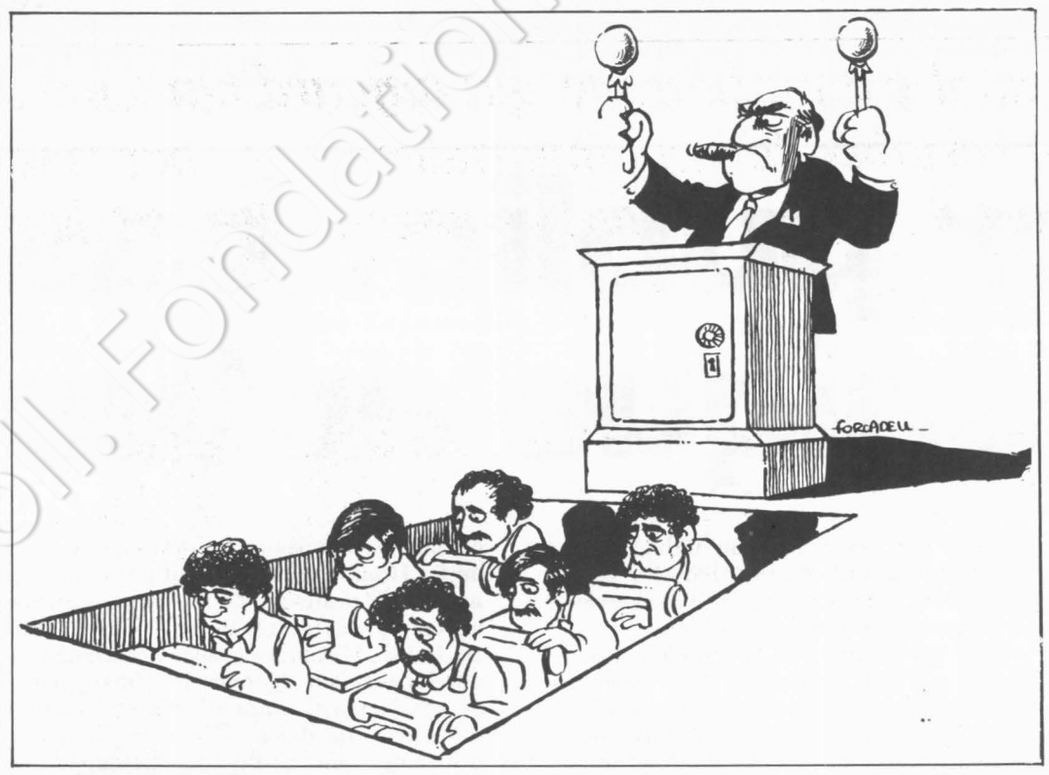
Sur un porte manteau, des jupes plissées aux coloris pastel prêtes à être livrées. Elles ne seront pas vendues en boutique à moins de trois cents francs. Pour coudre l'une d'elles, un travailleur met une heure au moins et touche vingt francs. Les bons mois, ceux qui jouxtent les salons du printemps et d'automne, ils travaillent jusqu'à quinze heures par jour et finissent par toucher deux mille francs — deux mille trois cents francs après trente jours de travail consécutifs sans samedi ni dimanche.

Ensuite, il y a les périodes de creux. Les clandestins n'ont pas droit au chômage. Ils se débrouillent. De toute façon, ils n'ont droit à rien. Ni à l'hôpital quand ils sont malades, ni aux écoles publiques pour la minorité d'entre eux qui ont leur famille ici, ni de louer un logement sans feuille de salaire, ni de porter plainte quand on les agresse.

Certains d'entre eux sont là depuis huit ans, attirés en France par des agents recruteurs qui, de Turquie, leur ont promis qu'à Paris les attendaient la richesse et, bien sûr, des papiers en règle. Une fois débarqués, sans argent, sans papier, ils sont bien obligés d'en passer par la volonté de leurs employeurs.

C'est d'ailleurs là que réside le scandale : en cas de pépin, ce sont toujours les travailleurs clandestins, Turcs, Yougoslaves, Mauriciens ou autres qui sont arrêtés et sanctionnés. « Et pourtant, commente un socialiste du 18e arrondissement, s'il n'existait pas de patron hors-la-loi, il n'existerait pas de travailleurs clandestins. C'est sur ce thème que, dès le 12 février, Bernard Derosier, député P.s. du Nord, a posé une question écrite au ministre du Travail.

« C'est la première chose que nous avons constatée, affirme Daniel Torqueo, secrétaire de la Fédération de l'habillement C.f.d.t. en sortant du ministère du Travail, l'administration est parfaitement au courant de la situation que nous sommes venus dénoncer. La directrice de la main-d'œuvre présente aux côtés de Stoléru avait avec elle un dossier très complet qui coïncidait presque avec le nôtre ! »





Pascal Lebrun

Les dix-sept grévistes de la faim, à la Maison verte.

Concurrence déloyale

Ainsi, depuis bientôt dix ans, le gouvernement a laissé faire. Il a laissé se bâtir en quelques années des fortunes insolentes grâce à une exploitation de travailleurs proche du servage. Pourquoi décide-t-il aujourd'hui de reconnaître un scandale dont Stoléru n'a pas hésité à dire qu'il représentait « une verrue au cœur de Paris » ?

Sans doute la grève de la faim des dix-sept Turcs fait-elle beaucoup de bruit. Mais Stoléru a affirmé avoir encouragé le passage le 8 février dernier du document « French confection » sur F.r. 3 à partir duquel tout s'est déclenché. Alors ? On peut se demander si le patronat des grandes entreprises de prêt-à-porter n'a pas pesé de tout son poids dans la balance pour que cesse une concurrence tout à fait déloyale, surtout en des temps difficiles.

Et puis il ne fait pas de doute qu'à un an des présidentielles, le gouvernement veut redorer son blason social. Déjà il a décidé de ne pas opter pour la solution administrative qui consisterait à renvoyer tous les sans-papier chez eux — environ quatre cent mille personnes dont quarante mille Turcs — comme les textes le permettent. D'abord parce que l'économie française risquerait de mal digérer un tel choc. Ensuite parce que les pays d'origine n'y tiennent guère.

Dans le Sentier, on ne s'y trompe pas. A tous les niveaux règne un vent de panique. Si d'aventure le gouvernement se mêle de faire dans la justice sociale, non seulement certains travailleurs clandestins vont obtenir leurs papiers, mais en plus certains petits patrons hors-la-loi pourraient bien trinquer, pour l'exemple. Un minimum si l'on veut rendre crédible la grande campagne en cours contre le travail au noir. ●

Coll. Fondation



Sygma

A Gafsa, ceux qui avaient choisi la lutte armée, après leur arrestation.

EXCLUSIF

Tunisie : un combattant de Gafsa témoigne

Dans Paris, il y a un homme qui aujourd'hui tente de dire ce que certains de ses camarades ont crié en choisissant la mort à Gafsa. Il faut écouter cet homme, gravement

PAR GUY PERRIMOND

LES clandestins ! Journaliste, j'en ai rencontré de toutes sortes. Ceux qui avaient opté pour les luttes classiques, ceux qui avaient choisi la lutte armée. Il y a eu ceux qui allaient réussir, qui le savaient déjà, ceux qui allaient disparaître avec leur mouvement. Il y eut les rêveurs, ceux qui ont choisi la mort deviennent sérieux, séparés des autres, de tous les autres, par leur choix. Et les réalistes. Qui souvent le sont un peu trop.

Difficile un premier contact avec un étranger représentant un mouvement clandestin ayant choisi la lutte armée et ayant prouvé qu'il était capable de passer aux actes. L'interview qui suit est celle d'un de ces hommes. Un Tunisien, un des principaux responsables du mouvement qui a organisé l'attaque de Gafsa, en France depuis quelques jours. Il est venu ici pour, au nom de ses camarades, dire leurs luttes.

Il est souvent difficile pour un Français d'admettre le bien-fondé de la lutte armée, de ne pas chercher si d'autres voies étaient possibles. De croire parfois qu'un mouvement n'est pas « à la solde » de l'étranger. De faire la part des provocations, des manipulations, de mesurer quels services spéciaux peuvent aider. Et dans quel but.

Tout cela est vrai. Mais ce qui est vrai aussi c'est que la majorité de ces mouvements sont ancrés dans leur peuple. Sans cela ils échouent. Très vite. Les événements de Gafsa, les révélations faites ici prouvent que ce qui s'est passé n'est pas dû à une poignée de « désesperados », que la situation en Tunisie est grave. Que notre gouvernement y joue un rôle. Et que cela risque de durer. On peut avoir sur les choix faits par le Mouvement révolutionnaire pour la liberté de la Tunisie des appréciations, des jugements divers. On peut peser certains silences — sur la Libye, par exemple —, leur donner un sens. Mais il faut lire ce texte que nous publions par souci d'information. Il prouve qu'en Tunisie il y a quelque chose de pourri.

« L'UNITE » : Comment a été organisé l'attaque de Gafsa ?

XXX — Le plan a été mis au point un peu plus de deux mois avant la date choisie. Nous avons, après nous être fixés des objectifs précis, déterminé le lieu, dressé la liste de ceux — un peu moins de trois cents — qui allaient y participer.

Dans la semaine qui a précédé l'attaque, chacun d'eux s'est rendu dans le Sud par ses propres moyens. En Tunisie, depuis le 26 janvier 1978 il n'est pas toujours facile de se déplacer : les contrôles de police sont fréquents. Il faut non seulement des papiers d'identité, mais aussi un motif.

Or, il existe près de Gafsa des bains dont les propriétés de thérapeutiques sont connues : les bains de Hamma. La cure est devenue un alibi. Par ailleurs nous avions, dans des caches, des armes. Suffisamment pour qu'il soit difficile au régime de trouver dans notre armement la preuve d'une aide étrangère. Car le Sahara est une région où l'on peut se déplacer, aller loin, traverser bien des frontières... Le 26 janvier à 22 heures nous étions tous sur place.

— Comment s'est déroulée l'attaque ?

— Le 27 à 1 h 30 un premier groupe a attaqué le poste de police de Gafsa. Puis un second a attaqué le poste de la garde nationale. Nous faisions beaucoup de bruit, multipliant les tirs d'armes automatiques pour laisser penser qu'il s'agissait d'une véritable invasion. Un troisième groupe est alors entré dans la caserne Ahmed Tlili.

Notre plan initial prévoyait que tout devait être terminé à 7 heures du matin. Nous voulions protéger au maximum la vie des civils, éviter que l'armée n'arrive à Gafsa alors que des combats se déroulaient encore. Malheureusement nous n'y sommes pas parvenus.

— Pourquoi ?

— Une partie de nos combattants, les moins aguerris n'ont pas su résister. Ils voulaient se battre et ils l'ont fait. Certes, ils ont malmené le régime, mais ont permis à l'armée, en tenant trois jours, de renforcer sa répression.



Sygma

Le président Bourguiba.

Pourtant l'essentiel s'était déroulé selon les plans. Dans la nuit une partie de nos combattants avait décrochée en emportant les armes prises à la police, la garde ou l'armée. En camion d'abord, puis par des pistes, ils sont allés cacher ces armes dans la montagne. Puis sont retournés chez eux et ont repris une vie normale.

— Qu'est-il arrivé à ceux qui sont restés à Gafsa ?

— Les groupes qui sont restés devaient protéger le repli de ceux qui allaient cacher les armes. Ce sont eux qui ont « tenu » durant trois jours. Je ne sais pas exactement le nombre de blessés et de morts. Je sais que certains sont tombés durant les combats, que d'autres sont morts depuis sous la torture. Car le gouvernement voudrait bien remonter les filières. Ce qui lui sera difficile. Nos militants cachent peu de secrets : notre structure fait que chacun de nous, individuellement, connaît bien peu de choses sur l'ensemble.

— Quels étaient vos objectifs ?

— Multiples. Nous connaissons la force réelle, sur le plan militaire, du régime. Nous savons la disproportion actuelle du rapport de forces sur ce plan-là. Nous n'avons pas les moyens d'occuper Gafsa, puis Gabes, puis Sfax, d'établir un front, puis, après une campagne militaire victorieuse, renverser le régime. Et surtout nous ne voulons pas d'une guerre civile.

Nos objectifs étaient plus limités. Tout d'abord il faut que les Français sachent que depuis le 26 janvier 1978, le peuple tunisien vit dans la peur. Nombreux étaient ceux qui pensaient : « Ce régime est trop fort. Il est intouchable. » Nous avons cassé cela. En attaquant Gafsa nous avons dit à notre peuple : « Ce régime n'est pas aussi fort que cela. On peut faire beaucoup. Regarde, agit. » Et nous l'avons fait sur le seul ter-

(suite en page 10)

rain où le régime semblait fort, celui de la violence. Et, à Gafsa, durant les deux derniers jours, nos militants ont été couverts, protégés par la population. C'est ce qui exlique que la majorité d'entre eux ait pu décrocher. Ailleurs, il y a eu des grèves, multiples, qui avaient un rapport direct avec les combats de Gafsa. Le soutien du peuple fut divers, mais efficace. Il montre que notre premier but a été atteint.

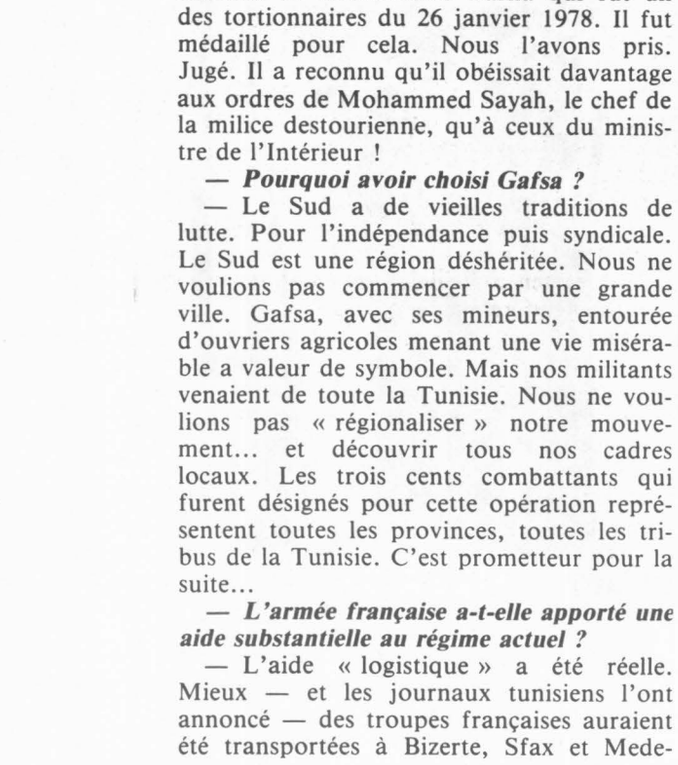
Puis nous voulions faire justice. Juger et exécuter le commissaire Barka qui fut un des tortionnaires du 26 janvier 1978. Il fut médaillé pour cela. Nous l'avons pris. Jugé. Il a reconnu qu'il obéissait davantage aux ordres de Mohammed Sayah, le chef de la milice destourienne, qu'à ceux du ministre de l'Intérieur !

— Pourquoi avoir choisi Gafsa ?

— Le Sud a de vieilles traditions de lutte. Pour l'indépendance puis syndicale. Le Sud est une région déshéritée. Nous ne voulions pas commencer par une grande ville. Gafsa, avec ses mineurs, entourée d'ouvriers agricoles menant une vie misérable a valeur de symbole. Mais nos militants venaient de toute la Tunisie. Nous ne voulions pas « régionaliser » notre mouvement... et découvrir tous nos cadres locaux. Les trois cents combattants qui furent désignés pour cette opération représentent toutes les provinces, toutes les tribus de la Tunisie. C'est prometteur pour la suite...

— L'armée française a-t-elle apporté une aide substantielle au régime actuel ?

— L'aide « logistique » a été réelle. Mieux — et les journaux tunisiens l'ont annoncé — des troupes françaises auraient été transportées à Bizerte, Sfax et Medenine. Le gouvernement français a donc marqué une préférence. Nous lui demandons de réfléchir, de se reprendre. Il lui faut choisir entre le peuple et le régime. Or les peuples vivent longtemps, très longtemps. Alors que les régimes s'effondrent. Le gouvernement français devrait se souvenir qu'en 1944-1945 des Tunisiens sont « morts pour la France ». Il devrait penser à l'avenir. Nous nous sommes refusés à « peser » sur les touristes par exemple. Il faut que les Français sachent que notre peuple a une lutte à mener et qu'il faut le laisser, seul, régler ses problèmes. Sans intervenir. Cela est valable pour nos « ennemis » et pour nos « amis ».



A.f.p.

Le colonel Khadafi et le président Bourguiba.

— Quel a été le rôle de la Libye ?

— Nous refusons toute tutelle. Et nous avons tout ce qu'il faut comme armement, sans parler de celui que l'on peut prendre au régime. Je me garderais bien de porter un jugement sur un pays voisin. Les choses sont assez compliquées comme cela. Mais s'il nous faut un jour trouver de l'aide, nous pensons, ce jour-là, pouvoir en trouver.

— Comment a réagi le gouvernement tunisien ?

— Tout d'abord par la répression. Puis surtout, en cherchant à internationaliser les événements. En faisant appel à la France, au Maroc, aux Etats-Unis. En condamnant la Libye. Il faut noter, pourtant, qu'au sein du groupe au pouvoir les avis sont partagés. Certains, tel le Premier ministre, souhaitent, organisent l'intervention, l'aide étrangère. Hadi Nouira pense qu'elle peut lui permettre d'asseoir son pouvoir à la mort de Bourguiba. D'autres, tel Mohamed Sayah, l'un des responsables du Néo-Destour, y sont opposés. Car ce dernier, maître d'une milice de plusieurs milliers de personnes, bien entraînées et armées, pense qu'une présence française porterait ombrage à son pouvoir, actuel et futur. Il faut savoir que Sayah refuse déjà d'obéir aux ordres des ministres de l'Intérieur et de la Défense. Il organise lui-même des recherches, distribue des armes. C'est pour cela qu'il pense, le moment venu, accéder au pouvoir sans l'aide de la France. Sa soif de pouvoir est réelle. C'est lui qui un jour a déclaré : « Ce qui m'intéresse c'est gouverner le pays » ajoutant : « et lorsque je gouvernerai on verra ce que je ferai de ce peuple ».

Viva



Un blessé de janvier 1978, à Tunis.

— Quels sont vos rapports avec l'opposition ?

— Le Mouvement révolutionnaire pour la libération de la Tunisie fait appel à tous. Certes, il y a dans l'opposition, très diverse, une partie folklorique, l'opposition bourgeoise composée par exemple d'anciens ministres qui, il y a peu encore, participaient activement à la répression. Puis il y a les exilés. Certains semblent hésiter, veulent prendre la mesure de notre force, utiliser la vague déclenchée par l'attaque de Gafsa. Le gouvernement lui-même tente d'attirer à lui certains éléments. Mais l'essentiel est que tous participent à un combat commun.

— Comment est né votre mouvement ?

— Les Français connaissent la Tunisie du soleil, de la mer. Celle des touristes. Mais il y a aussi, surtout, pour notre peuple la misère — le pain est cher chez nous pour des ouvriers agricoles qui gagnent à peine plus de trois francs par jour — la répression, les bidonvilles. Jusqu'en janvier 1978, le syndicalisme pouvait canaliser les volontés de changement. Depuis ce n'est même plus possible. Il faut se taire, éviter les mouchards de la milice de Sayah. Il faut supporter l'insupportable : la prostitution des jeunes filles — le tourisme y est pour beaucoup —, le chômage. Nous avons, après le 26 janvier 1978, décidé d'implanter un mouvement clandestin. Partout. Notre structure est un peu compliquée, pour éviter d'être décapités. Et nous avons changé de tactique : la clandestinité sans but concret n'est pas tenable. Si les Tunisiens sont pacifiques, et nous sommes Tunisiens, il était évident que le seul débouché était la violence. Nous y sommes contraints par un régime qui n'a pas respecté sa propre légalité. Nous avons décidé d'utiliser les armes pour libérer notre peuple.

Aujourd'hui nous avons des militants dans les quartiers, chez les travailleurs, les enseignants et les étudiants, la police et l'armée.

— Quel est votre programme ?

— Les propositions faites lors du congrès de l'U.g.t.t. en 1977 sont toujours valables. Schématiquement, notre charte propose que le peuple puisse choisir son avenir. Que la Tunisie soit indépendante de tous les impérialismes. Il faut être précis en ce domaine car même le non-alignement est devenu un terrain où les deux camps s'affrontent. Et nous ne nous reconnaissons dans aucun. Nous voulons la paix, en Méditerranée et ailleurs. L'égalité — vraie — entre les hommes et les femmes, entre les peuples riches et les autres, c'est-à-dire un régime socialiste. Nous voulons que l'arabisation de la Tunisie soit réelle, pour que notre peuple retrouve sa personnalité. Et nous sommes musulmans, cela va de soi.

— Que va-t-il se passer selon vous en Tunisie ?

— La lutte pour le pouvoir va se poursuivre entre les différentes factions du régime. Mais nous sommes là pour rappeler que le peuple ne doit pas être oublié. Il y aura donc de nouveaux affrontements.

— Vous voulez dire que d'autres coups, comme celui de Gafsa auront lieu ?

— Oui. Nous recommencerons. Bientôt, dès qu'il le faudra, ailleurs que dans le Sud cette fois-ci. ●

Sygma



Ceux qui ont « tenu » à Gafsa.

La plus grande victoire de Tito

PAR JEAN ROUS

J'AI eu le privilège dans ma vie militante de connaître personnellement deux grands révolutionnaires dont j'ai écrit la biographie, Trotsky et Tito, et qui ont cette particularité d'avoir affronté le stalinisme. Le premier en est mort, le second l'a vaincu. Le mérite de Tito est essentiellement dans la pratique et dans la réussite de son combat révolutionnaire. Il n'y a pas de notre temps de destin révolutionnaire plus accompli : il a vaincu Hitler et libéré son pays, il a résisté victorieusement à Staline, il a construit en trente ans une alternative au stalinisme — la société autogestionnaire — et animé le rassemblement des peuples non-alignés qui groupe la majorité de l'humanité. Il a su s'entourer d'une équipe de théoriciens de grande valeur. Tito a toujours eu le mérite de la décision au moment opportun. Il a toujours été le premier responsable dans le cadre d'une direction collective et son goût du faste et des honneurs n'a jamais obnubilé son jugement ni sa profonde camaraderie avec les siens.

Dans la lutte pour la libération nationale Tito a déjà manifesté son indépendance vis-à-vis des alliés et vis-à-vis de Staline. Contre leur avis il a refusé de se laisser imposer une alliance contraignante avec Mihalovitch, le général réactionnaire serbe. malgré Staline il a refusé de s'arrêter à la libération nationale et a posé avec les comités populaires les jalons de la libération sociale. Il a préfiguré dans l'alliance des nationalités dans le combat la future fédération yougoslave. De sorte que le stalinisme idéologique des Yougoslaves n'était



Josip Broz, « déserteur ».

qu'une greffe superficielle sur un corps fondamentalement indépendant. C'est malgré Staline et Churchill que Tito prit le pouvoir avec le Parti communiste et le Front national.

La rupture de 1948 a révélé le fond de cette indépendance. C'est Tito qui a pris la responsabilité du non à Staline et qui a ensuite préparé avec sagesse et audace la reconversion d'un pays traumatisé. Dès 1950 il a compris que la rupture avec le stalinisme devait se faire non seulement sur le plan national, mais sur le plan idéologique en opposant à la société totalitaire une société démocratique du moins sur le plan économique et social. Il a su s'appuyer sur les Etats-Unis sans se soumettre à eux.

L'expérience d'autogestion

En janvier 1950 il a prononcé son discours « l'usine aux ouvriers » qui a inauguré le processus d'autogestion qui dure depuis trente ans avec des contradictions sans doute, mais en s'approfondissant et en s'enrichissant.

Quand l'expérience d'autogestion s'est enlisée par suite d'une excessive compétition et de concessions exorbitantes aux lois du marché, c'est lui qui l'a redressée par la lettre rectificative de 1971 où il préconisait le retour à l'équilibre entre le Plan et le marché et la sauvegarde d'un minimum d'attribution aux Etats.

Il fit de même en ce qui concerne les excès nationalistes à l'intérieur de la Fédération, qui associe six nationalités autrefois antagonistes. Tout en redressant certains excès du nationalisme croate, il sut sauvegarder l'autonomie de la Croatie et établir un équilibre avec les Serbes de Belgrade, notamment en ce qui concerne la répartition des devises.

Mais il est significatif que Tito en redressant l'autogestion ne voulait pas revenir en arrière. Il conclut à davantage d'autogestion en approfondissant cette dernière et en l'étendant aux assemblées d'ateliers à la base. De même en ce qui concerne la Fédération : on donna plus de pouvoir aux Républiques et moins de pouvoir au centre ; en même temps fut réalisée cette réforme constitutionnelle qui approfondit le système dans un sens collectif et prépare la succession.

D'une part Tito accepte l'honneur de la présidence à vie. D'autre part, il institue un présidium collectif où est représentée chaque République et qui sera le véritable successeur.

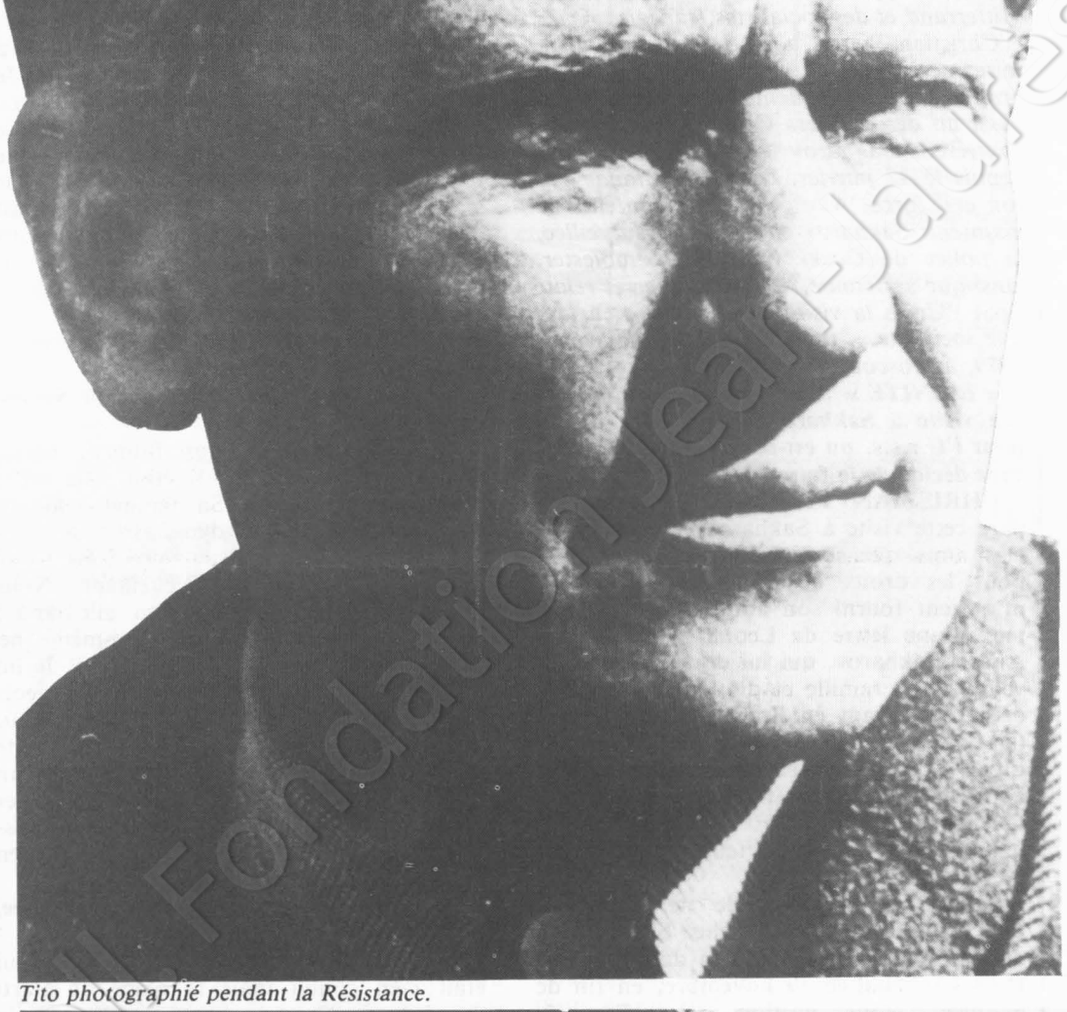
Va-t-on réformer le système du Parti ? Non, Tito n'estime pas devoir revenir sur le Parti unique, mais il veut l'assouplir. La Ligue redevient un simple mouvement d'animation et son contre-poids l'Alliance socialiste est le mouvement de rassemblement populaire et d'éducation de la société autogestionnaire. Ce refus d'aller vers le pluralisme à l'occidentale est, on le sait, critiqué par le socialisme démocratique. A quoi le grand théoricien yougoslave Djilas répondit : « Pour nous le choix n'est pas entre parti unique et partis multiples, mais entre unité monolithique et diversité, il y a la plus grande diversité dans notre système ». Tito a constamment veillé à l'unité dans la diversité. Tant que la Yougoslavie est prise entre l'étau des deux grands blocs, il ne pense pas aller plus loin. En effet le danger extérieur est réel et déjà en 1971 au cours d'un reportage à Belgrade j'appris confidentiellement qu'on venait d'arrêter une centaine d'espions de l'Est infiltrés dans l'armée. L'armée est organisée dans l'esprit socialiste et elle est le véritable garant de l'indépendance du régime. C'est elle qui a été le facteur décisif dans la rupture avec Staline.

Pourquoi Tito par ailleurs a-t-il été le promoteur du non-alignement avec Nehru et Nasser ? Il a pris la décision de convoquer la conférence de Belgrade en 1961, la première conférence des non-alignés. La Yougoslavie avait toujours accordé une extrême importance à la décolonisation, je l'ai souvent constaté en y allant régulièrement depuis les années soixante notamment avec l'accueil qui était réservé au congrès des peuples contre l'impérialisme et à nos amis des pays d'Afrique et d'Asie. C'est d'ailleurs pour cette raison que j'avais été correspondant de la radio yougoslave et de certains journaux yougoslaves à la conférence de Bandoeng en 1955. Dès que se sont multipliées les indépendances africaines en 1960, Tito a émis l'idée que le rassemblement de Bandoeng devait être étendu à toute la planète et notamment à tous les pays qui se veulent indépendants de tous les blocs. Et puis Tito a toujours participé aux conférences des non-alignés, dont il est le doyen et le grand conseiller. En septembre 1979 il a livré un de ses derniers combats à La Havane pour maintenir le non-alignement véritable face à Castro qui s'alignait sur Moscou. Selon le vœu de Tito les pays non alignés ont dans leur immense majorité condamné l'intervention soviétique à Kaboul ; ce jour-là la presse yougoslave a pavoisé et Tito dans son lit de malade a eu la joie d'un certain triomphe. Triomphe modeste car le destin de la Yougoslavie est de vivre toujours sur la corde raide.

Une unité profonde

Le plus grand mérite de Tito, sa plus grande victoire est peut-être d'avoir su dépasser le culte de la personnalité pour préparer collectivement sa succession. La succession, le successeur, c'est la présidence collective qui n'est elle-même que le sommet de la pyramide de toute la société yougoslave. L'autogestion non seulement dans les usines, mais dans les communes, dans le cadre de vie, dans la culture, dans l'administration. Mais l'autogestion, c'est aussi la sécurité organisée par l'autodéfense collective dans les usines, dans toutes les activités du peuple.

Comment un peuple qui est habitué depuis plus de trente ans à gérer ses propres affaires, qui a formé des centaines de milliers de militants autogestionnaires et des milliers de responsables qui se succèdent par rotation, ne défendrait-il pas ce régime comme son bien le plus précieux. Comment un pays qui a su indissolublement lier la libération nationale à la libération sociale, qui n'a jamais plié devant le joug étranger se laisserait-il infiltrer et dominer par un système totalitaire qui n'a donné d'autre liberté aux peuples que celle d'obéir ? Telle est donc cette unité profonde qui a été forgée par Tito et qui lui survivra. C'est sur elle que doit se fonder notre solidarité fraternelle avec la Yougoslavie autogestionnaire. ●

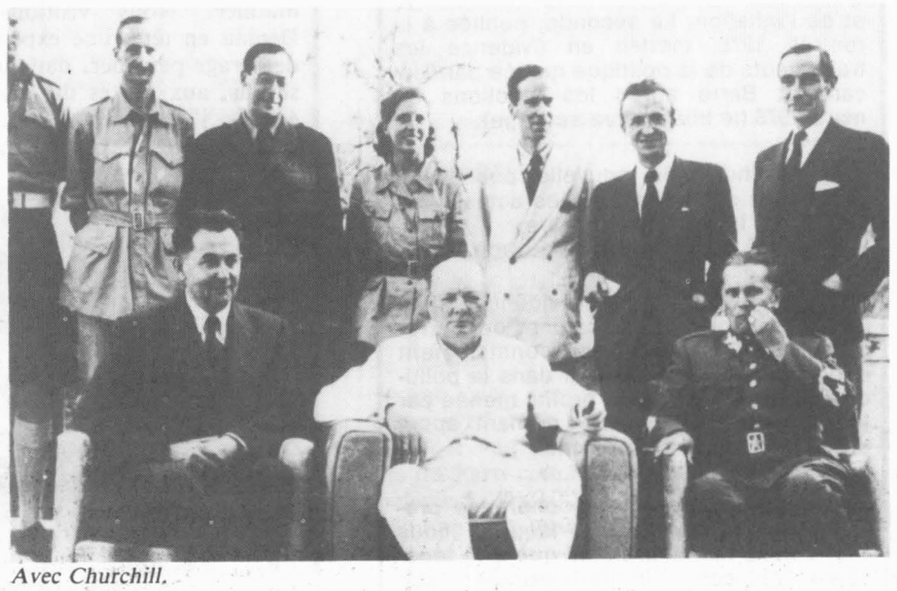


Tito photographié pendant la Résistance.



Sygma

Dictant son courrier dans le maquis.



Avec Churchill.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Petites annonces

Tarifs	La ligne H.T.	La ligne T.T.C.
Offres d'emploi (minimum 5 lignes)	22 F	25,87 F
Demandes d'emploi	12 F	14,11 F
Immobilier	18 F	21,17 F
Divers	18 F	21,17 F

1. Ecrivez votre texte sans aucune abréviation et comptez votre nombre de lignes. Trois lignes au minimum (47 signes par ligne blancs compris).
2. Reportez-vous au tarif et calculez le montant en fonction du prix unitaire de la ligne. L'adresse ou la domiciliation au journal sont à inclure dans votre nombre de lignes.
3. Joignez un chèque bancaire, un mandat-lettre ou un virement postal trois volets correspondant au montant final. Libellez votre titre de règlement à l'ordre de « l'Unité ». Tout courrier doit porter le numéro de référence de la petite annonce.

OFFRES D'EMPLOI

Réf. 015. « L'Unité » recherche une secrétaire, sténo-dactylo (excellente dactylo), libre rapidement. Ecrire avec C.v. à Nicole Chaillot.

Réf. 016. Ville de Villemomble (93250) recrute un inspecteur de salubrité.
Adresser candidature et curriculum vitae à M. le maire de Villemomble (93250).

Réf. 017. Mairie de Neuilly-sur-Marne (30 000 habitants) recherche animateur socio-culturel expérimenté pour travail et intégration à l'équipe du Centre culturel municipal.
Adresser candidature et curriculum vitae à M. le maire de Neuilly-sur-Marne, rue Emile-Cossonneau, 93330 Neuilly-sur-Marne.

DEMANDE D'EMPLOI

Réf. 018. Monsieur, 52 ans, dynamique, éducation, formation rurale, sens responsabilités, compréhension des autres, références, recherche poste social humanitaire ou autres.
Ecrire au journal (12, cité Malesherbes, 75009 Paris) qui transmettra.

Formation

GISCARD DECODE

Entre 1976 et 1978, le secrétariat national à la Formation avait publié deux brochures bien différentes sur les questions économiques.

La première avait trait aux mécanismes fondamentaux qui conduisent aujourd'hui au développement simultané du chômage et de l'inflation. La seconde, publiée à la rentrée 1978, mettait en évidence les traits neufs de la politique menée par Giscard et Barre après les élections de mars 1978 (le libéralisme sauvage).

Aujourd'hui, une nouvelle publication reprend et synthétise, en les actualisant, ces divers travaux sous le titre
« 1980, le Libéralisme sauvage »

Ce qui est ici mis en évidence, c'est que la politique de Giscard et de Barre, confirmée et aggravée constamment depuis vingt mois, s'inscrit dans la politique de restauration des profits menée par les grandes entreprises, prenant appui sur le chômage et l'inflation.

Elle démontre donc la cohérence profonde d'une politique à laquelle nous reprochons infiniment plus que sa « légèreté » et son « imprévoyance » : son caractère de classe cynique.

Commandes à passer au : secrétariat national à la Formation, 12 cité Malesherbes, 75009 Paris (878.40.73).
L'exemplaire 6 F ; entre 50 et 100 : 5,50 F ; plus de 100 : 5 F l'exemplaire.

Directement du producteur

CHAMPAGNE
BARON FUENTE

Vigneron, 21 av. F.-Drouet
02310 Charly-sur-Marne

Tarif sur demande.
Tél. : (23) 82.01.97

Ma rencontre avec Sakharov à Moscou

Seul parlementaire étranger à avoir osé rencontrer Andrei Sakharov, Christian Pierret raconte l'entrevue qu'ils eurent à Moscou le 29 novembre dernier

PAR EMMANUELE PLAS

CHRISTIAN PIERRET est député (P.s.) des Vosges. Il est rapporteur spécial du budget du commerce extérieur à la Commission des finances de l'Assemblée nationale. C'est en cette qualité qu'il avait accompagné, à la fin du mois de novembre 1979, Jean-François Deniau, ministre du Commerce extérieur, en voyage officiel en Union soviétique. Faussant compagnie à la délégation française, il avait rencontré Andrél Sakharov et lui avait apporté le soutien de François Mitterrand et des socialistes français.

Christian Pierret a été le seul parlementaire occidental à rendre visite au plus prestigieux des dissidents soviétiques. Il fut aussi un des derniers Occidentaux qui rencontrèrent Sakharov avant qu'il ne soit, depuis le 22 janvier, coupé du monde par son exil forcé. Alors que, non contente de maintenir Sakharov en résidence surveillée, la police de Gorki vient de le molester, ainsi que sa femme, Christian Pierret relate pour l'Unité *la visite qu'il lui fit « en tant que socialiste », précise-t-il, le 26 novembre 1979, à Moscou.*

« L'UNITE » : Aviez-vous prévu de rendre visite à Sakharov avant votre départ pour l'U.r.s.s. ou est-ce sur place que vous avez décidé de le faire ?

CHRISTIAN PIERRET : J'avais préparé cette visite à Sakharov, depuis Paris. Des amis qui soutiennent le mouvement pour les droits de l'homme en U.r.s.s. m'avaient fourni son adresse. J'étais porteur d'une lettre de Leonid Pliouchtch à Andrei Sakharov, qui lui donnait des nouvelles de sa famille et d'autres familles de dissidents vivant en France. Je lui apportais aussi de très nombreuses coupures tirées de la presse européenne concernant les arrestations et les internements en hôpitaux psychiatriques des dissidents soviétiques. J'étais, enfin, porteur d'un message de François Mitterrand.

J'avais décidé, afin de ne pas créer d'incident, de me rendre chez Sakharov le dernier jour du séjour de la délégation en U.r.s.s. C'était le 29 novembre, en fin de matinée. Nous visitions, Jean-François Deniau en tête, une exposition de matériel de forage pétrolier, dans un parc des expositions, aux portes de Moscou. Je me suis éclipsé, j'ai demandé à un journaliste français, qui était avec nous, de m'accompagner. Nous avons pris un taxi, j'ai donné au chauffeur le papier sur lequel on m'avait écrit, à Paris, l'adresse d'Andréi Sakharov. Nous sommes arrivés sur un boulevard devant un grand groupe d'immeubles, du style « construction du socialisme » des années cinquante. J'ai eu beaucoup de mal à trouver l'appartement. J'ai dû sonner à une porte ; quelqu'un est sorti et m'a indiqué en français l'appartement du prix Nobel. C'est Sakharov qui nous a ouvert, je tenais mon passeport à la main pour que d'emblée il n'y ait pas de confusion possible. J'ai dit « French congressman » et il nous a fait entrer.

— Dans quelles conditions vivait Andréi Sakharov ?

— C'était un tout petit appartement de deux pièces, qui servaient de chambre à coucher, avec une cuisine et un couloir. Je ne sais pas s'il y avait une salle de bains. Le mobilier était très, très modeste. Le couloir était tapissé de livres. Une jeune femme, en train de coudre — je ne sais pas si elle habitait avec les Sakharov — était assise dans l'une des chambres. Nous avons été reçus dans la cuisine équipée très pauvrement : un réchaud et un évier. Sur la table, il y avait du pain et du café au lait. Il était 12 h 30. Dans ce décor assez sordide trônait un énorme transistor.

— Dans quel état de santé était Sakharov ?

— Il m'a semblé très fatigué, cassé, abattu, malade même. Il était pâle, vêtu d'un costume élimé. Sa femme semblait avoir conservé plus de dynamisme, ses propos étaient vigoureux, voire pleins de flamme. Ils ont été très accueillants. Nous avons parlé en anglais et en allemand : Helena Sakharov traduisait. Lui-même ne parle que très mal ces deux langues. Je lui ai transmis le message verbal de François Mitterrand avec qui je m'étais entretenu, avant mon départ de Paris, sur cette démarche que je comptais faire. C'était un message de soutien, de la part du Premier secrétaire du Parti socialiste et des socialistes français, à tous ceux qui luttent, en U.r.s.s., pour les droits de l'homme.

— Savait-il ce que représente, en France, le Parti socialiste ?

— Le nom de François Mitterrand lui était bien connu, mais la place du Parti socialiste en France, non. Pas plus que la place du socialisme en Europe, et dans le monde. J'ai dû préciser qu'il ne s'agissait pas des partis communistes. Il m'a semblé qu'il manquait d'informations concernant les distinctions politiques en France. Il était très isolé : il n'avait plus de téléphone et ne recevait pas de courrier.

Sakharov a lu avidement la lettre de Leonid Pliouchtch. Il m'a dit que c'était la première fois qu'un député occidental faisait cette démarche et qu'il faudrait que d'autres la fassent. Il a ajouté qu'il avait l'impression d'être abandonné par les socialistes occidentaux : « Ce n'est pas pour moi, je ne compte pas, mais c'est important pour tous les autres, tous ceux qui ne sont pas connus. » Il était inquiet : « Est-ce qu'on parle, en Occident, des accords d'Helsinki ? Il faut se battre sur leur application intégrale. »

Helena, sa femme, m'a dit sur un ton amer, presque de reproche : « Ce que vous faites n'est pas suffisant, nous attendons plus. »

— Combien de temps a duré votre entretien ?

— Trois quarts d'heure. C'était bref, mais il fallait que je retourne à l'exposition, de là on nous emmenait directement à l'aéroport.

Nous avions demandé au taxi de nous attendre : il était fidèle au poste mais pendant tout le trajet du retour, jusqu'à l'entrée du Parc des expositions, nous avons été suivis par une voiture de police.

— Votre disparition était-elle passée inaperçue ?

— Il semble. J'ai même remis au vice-ministre soviétique du commerce extérieur qui était venu nous saluer une liste de « dissidents » disparus. Mais dans la lettre du Comité central du P.c.u.s. adressée au Parti socialiste, après l'invasion de l'Afghanistan dans laquelle les Soviétiques nous accusaient de prendre des positions antisoviétiques, la « mission de Pierret » était citée comme exemple.

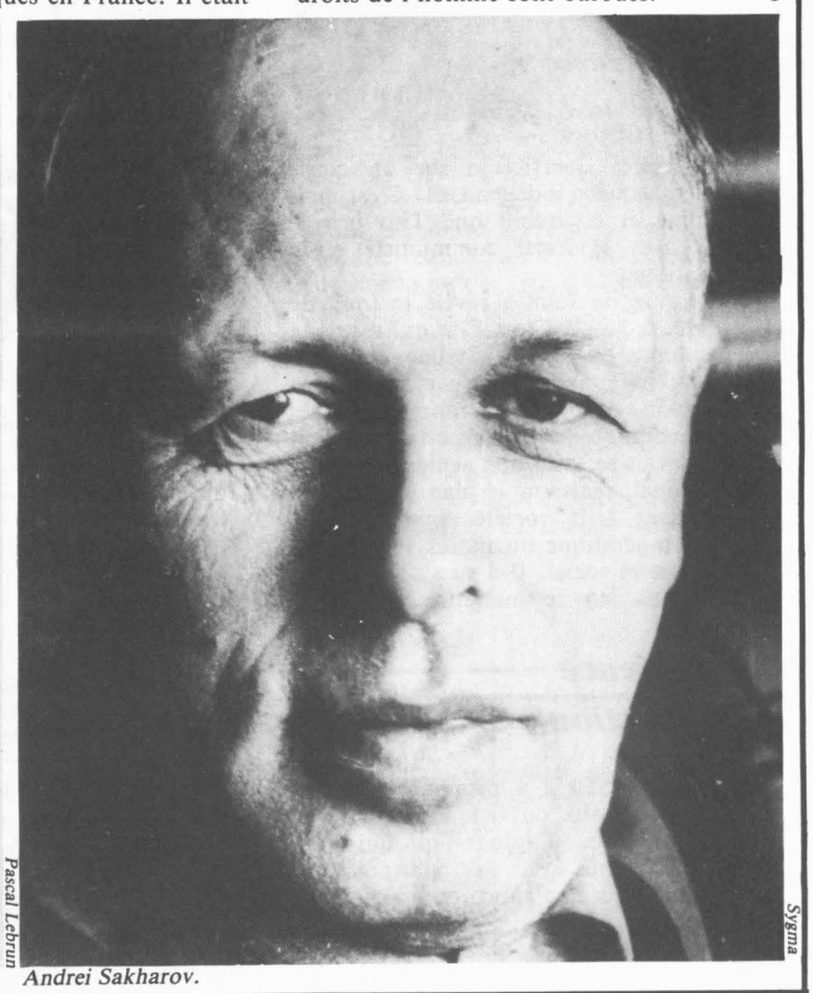
— Quelles conclusions tirez-vous de cette « mission » ?

— Si l'U.r.s.s. est un pays démocratique, le fait qu'un député étranger en visite dans ce pays puisse rencontrer qui bon lui semble est normal. Si une telle démarche pose un problème c'est que la liberté pose problème.

Je n'ai pas rencontré Andréi Sakharov par hostilité à l'Union soviétique, ni par hostilité à l'amitié franco-soviétique, mais le combat pour les droits de l'homme ne se divise pas. C'est à l'honneur des socialistes de le mener jusqu'au bout en U.r.s.s., mais pas seulement en U.r.s.s. En Amérique latine, contre les « interdictions professionnelles » en R.f.a., aussi, et partout où les droits de l'homme sont bafoués. ●



Christian Pierret. *Pascal Lebrun*



Andrei Sakharov. *Sygma*

La vie d'artiste

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

ASCENSEUR

Ecrivain, parolier, spécialiste de la Commune, Georges Coulonges est un homme discret. On lui doit pourtant, par exemple, « Potemkine » chanté par Jean Ferrat, le spectacle « Paris Populi » de Francis Lemarque, des dramatiques télévisées et des adaptations théâtrales. Il était donc logique qu'il finisse un jour sous les feux de l'actualité. Ce moment est arrivé : au moment où « Zadig » de Voltaire, qu'il a adapté pour Jean-Louis Barrault, atteint sa deux cent cinquantième représentation au théâtre d'Orsay, au moment où T.f. 1 diffuse une de ses œuvres (« la Plume », le 5 mars à 20 h 30), F.r. 3 propose « De Lacanau à Babylone » (le 29 février à 21 h 30). Il s'agit d'un portrait en chansons de Georges Coulonges, signé par Michel Parbot. Au générique de l'émission : Marcel Amont, Isabelle Aubret, Jean-Louis Barrault, Jean Ferrat, Michel Fugain et Francis Lemarque. Coulonges a écrit pour eux. Ils lui renvoient l'ascenseur. Un ascenseur mérité et justifié.

SERIE ZOLA

« Je veux expliquer comment une famille (un petit groupe d'êtres) se comporte dans une société, en s'épanouissant pour donner naissance à dix, à vingt individus qui paraissent, au premier coup d'œil, profondément dissemblables, mais que l'analyse montre intimement liés les uns aux autres. L'hérédité a ses lois, comme la pesanteur. » C'est en ces termes qu'Emile Zola fixait, en 1871, les buts de son œuvre gigantesque : « les Rougon-Macquart, histoire naturelle et sociale d'une famille sous le second Empire ». Une fresque qui allait être menée sur près d'une vingtaine de titres : « la Faute de l'abbé Mouret », « l'Assommoir », « Nana », « Germinal », « la Bête humaine », etc. On oublie souvent le premier volume : « la Fortune des Rougon » ; celui précisément qu'Emmanuel Roblès vient d'adapter pour la télévision. Transposée, « la Fortune des Rougon » devient une série de cinq épisodes d'une heure chacun. Premier épisode : jeudi 28 février, à 20 h 30, sur T.f.1.

JANE

La France n'a pas beaucoup de cantatrices : Régine Crespin, Mady Mesplé, Christiane Eda-Pierre... et Jane Rhodes. Les premières donnent volontiers des récitals. La troisième, jusqu'à il y a peu, se contentait de tenir les rôles les plus divers sur toutes les scènes du monde : Carmen, Salomé, Marguerite, Charlotte, etc. En 1978, Jane Rhodes a enfin osé donner son premier récital, au festival d'Aix : un triomphe ! Elle récidive aujourd'hui : au Théâtre de la Ville, à 18 h 30, du 26 février au 1er mars, accompagnée par le seul piano de Christian Ivaldi, elle interprète Johannes Brahms, Darius Milhaud, Francis Poulenc, Henri Duparc et Claude Debussy.

REBELLE

Parmi les invitées de Bernard Pivot, sur le plateau d'« Apostrophes », ce 22 février (Antenne 2, 21 h 35) un personnage étonnant : May Picqueray. Une rebelle, une combattante de quatre-vingt-un ans, une libertaire façon Louise Michel, infatigable et généreuse. En 1921, elle déclencha en France la campagne en faveur de Sacco et Vanzetti. En 1977, elle battait encore le pavé de Paris pour dénoncer l'extradition de Klaus Croissant. Entre-temps, elle n'a cessé de lutter : elle s'est opposée à Trotsky et à certaines méthodes bolchéviques, au Kremlin, dès 1922 ; elle a fait évader des prisonniers du vichysme, sauvé des juifs de la déportation ; elle est allée à Creys-Malville pour mettre en garde contre les dangers du nucléaire, etc. Comme l'écrit Bernard Thomas dans sa préface à « May la réfractaire » (Atelier Marcel Jullian), « elle a vécu trente existences en une ».

LA FEMME AUX BOUBOUS

L'artiste la plus célèbre de l'ethnie des Zoulous débarque dans l'Hexagone : Myriam Makeba chante à Paris (Hippodrome de Paris, Porte de Pantin) les 28 et 29 février et le 1er mars) ; puis à Montauban le 8 mars, Dijon le 25 mars, Cambrai le 28 mars et Grenoble le 30 avril. Elle est également annoncée dans une trentaine d'autres villes en juin et juillet prochains.



Georges Coulonges.

Myriam Makeba est une légende vivante : née noire dans les quartiers pauvres de Johannesburg, elle a connu l'humiliation de l'apartheid et du racisme ; elle a été bonne à tout faire chez des Blancs, avant de devenir « la voix de l'Afrique », l'incarnation de la dignité et de la beauté d'un continent. Dans le sillage de Billie Hollyday et d'Ella Fitzgerald, elle est désormais reconnue comme l'une des plus grandes chanteuses contemporaines. Signes particuliers : elle appelle un chat un chat, elle termine systématiquement ses concerts par le cri de « Nous vaincrons », et elle confectionne elle-même les superbes boubous qu'elle porte en scène.

Compagne du premier théoricien du « black power », Stockeley Carmichaël, elle a incontestablement une stature internationale : détentrice de huit passeports, chantant en douze langues, elle vit en Guinée où elle est ministre de la Culture tout en s'occupant de la condition des femmes. Elle a enregistré vingt-cinq disques dont cinq sont disponibles en France et distribués par Sonodisc : « A promise » (Disques Espérance ESP 155 506), « Kilimanjaro » (ESP 155 563), « The click song » (ESP 155 564), « Pata pata » (ESP 165 508), « Country girl » (ESP 165 518) et « Comme une symphonie d'amour » (ESP 7 501).

PLUME-LE-QUEBECOIS

Les Québécois se suivent et ne se ressemblent pas : Plume Latraverse succède à Pauline Julien à



Myriam Makeba.



Jane Rhodes.

Paris, au Forum des Halles (du 26 février au 8 mars, puis du 11 au 15 mars). C'est la deuxième fois en un an que ce Plume-là vient en France. Il est bien, après Raoul Duguay, le plus déroutant chanteur que la Belle Prov..ce ait produit : on l'a comparé à Jacques Higelin ou à Boris Vian ; il a le côté clochard du premier et l'insolence du second ; mais ce ne sont qu'approximations. Il ressemblerait plutôt à un bûcheron immense qui aurait décidé de se frayer un chemin à coups de guitare et à coups de gueule. Il n'y a pas plus braillard, pas plus hirsute, pas plus dévastateur que ce chanteur des plaines devenu arpenteur des scènes. Une force de la nature en passe de devenir une force vive du Québec.

A VOS SWINGS !

La banlieue de Paris se met à l'heure du jazz. Les villes d'Athis-Mons et Juvisy se sont associées pour monter l'opération « Jazz en fête » les 29 février et 1er mars. Au programme : le Trio, Tribune to Django, le Quartet Be-Bop, le Quintet Réunion, Olivier Franc Quintet, West jazz quintet, le Quartet Maurice Vander, Patrick Diaz quartet et des films sur Duke Ellington, Louis Armstrong et Lionel Hampton.

Les communes d'Aulnay, Sevran, Villepinte et Tremblay-les-Gonesses ont vu encore plus grand : « Jazz en Aulnoye » durera du 29 février au 16 mars. A l'affiche : Dizzy Gillespie, Bessie Griffin, le Trio Arvanitas, Neo jazz quartet, Stéphane Grappelli et Lee Konitz.

Banlieusards, à vos swings !

BRYANT DE TOUS SES FEUX

Un récent triomphe au festival de Montreux a heureusement sorti de la demi-pénombre le trop modeste pianiste Ray Bryant — modeste, mais plein de toupet, puisque depuis son album Pablo « All blues » il n'hésite pas à recréer des classiques de Parker, Lester Young, Ellington... Ray Bryant, improvisateur surdoué, sera mardi prochain 26 à l'Espace Cardin avec son trio.

RENDONS A RIGAUD...

Tout le monde l'a lu ou en a entendu parler. Donc, tout le monde vous le dira : c'est à Giscard que revient l'idée d'installer un musée du XIXe siècle dans les murs de l'ancienne gare d'Orsay. Faux ! C'est Jacques Rigaud, le nouveau patron de R.t.l., qui l'a expliqué il y a peu au « Quotidien de Paris ». Entre 1971 et 1973, il fut directeur de cabinet de Jacques Duhamel, alors ministre de la Culture. Il se souvient très bien qu'à l'époque « les services de Finances » s'opposaient à la conservation et au classement comme monument historique de la gare d'Orsay. Devinez qui était ministre des Finances en ce temps-là...

« C'est alors que, poursuit Jacques Rigaud, recevant le directeur des musées de France, lorsqu'il m'a parlé de la nécessité d'un musée du XIXe siècle, je lui ai dit : « Pourquoi pas Orsay ? » Le ministre Jacques Duhamel a été intéressé et, par la suite, je me souviens avoir « vendu » cette idée à Georges Pompidou lors d'une réunion sur Beaubourg (...). Valéry Giscard d'Estaing l'a reprise ensuite, après son élection à la présidence. »

ERREUR

Je sais qu'il serait de bon ton de suivre les médias dans leur inconditionnalité et leur idôlatrie : Yves Montand est un grand acteur, Yves Montand fut un merveilleux chanteur, Yves Montand mène des combats politiques exemplaires, donc son dernier disque est une réussite. Ce « donc » est confortable, commode et peu fatiguant : puisqu'on a des « valeurs sûres », pourquoi les remettre en question ? Un peu de courage, que diable ! « Montand d'hier et d'aujourd'hui » (Philips 9101 289) ne fait pas le poids au regard de toute la discographie passée de Montand. On a l'impression d'écouter une parodie de ses enregistrements d'il y a vingt ans. Pour avoir tant aimé ses chansons de Prévert ou ses chants traditionnels de France, on n'en est que plus triste de découvrir des orchestrations vieillottes... Comme s'il ne s'était rien passé musicalement depuis deux décennies ! Bref Montand s'est trompé : il a cru faire un disque d'aujourd'hui et il a fait un disque d'hier. Est-ce si grave de le dire ? Son copain Jacques Prévert a fait dire au personnage d'un de ses films : « On ne fait jamais d'erreur sans se tromper. » Certains voudront minimiser la chose : copie conforme, rien de plus. Je persiste et je signe : Montand chante comme si nous étions toujours en 1959. Beaucoup risquent de se sentir peu concernés...

Cacophonie totalitaire

Tragédie à l'anglaise,"la Musique adoucit les mœurs" nous montre que le boulevard présentant avec simplicité des idées-forces -ici le totalitarisme- touche au cœur des préoccupations de notre conscience collective

PAR MICHELLE COQUILLAT

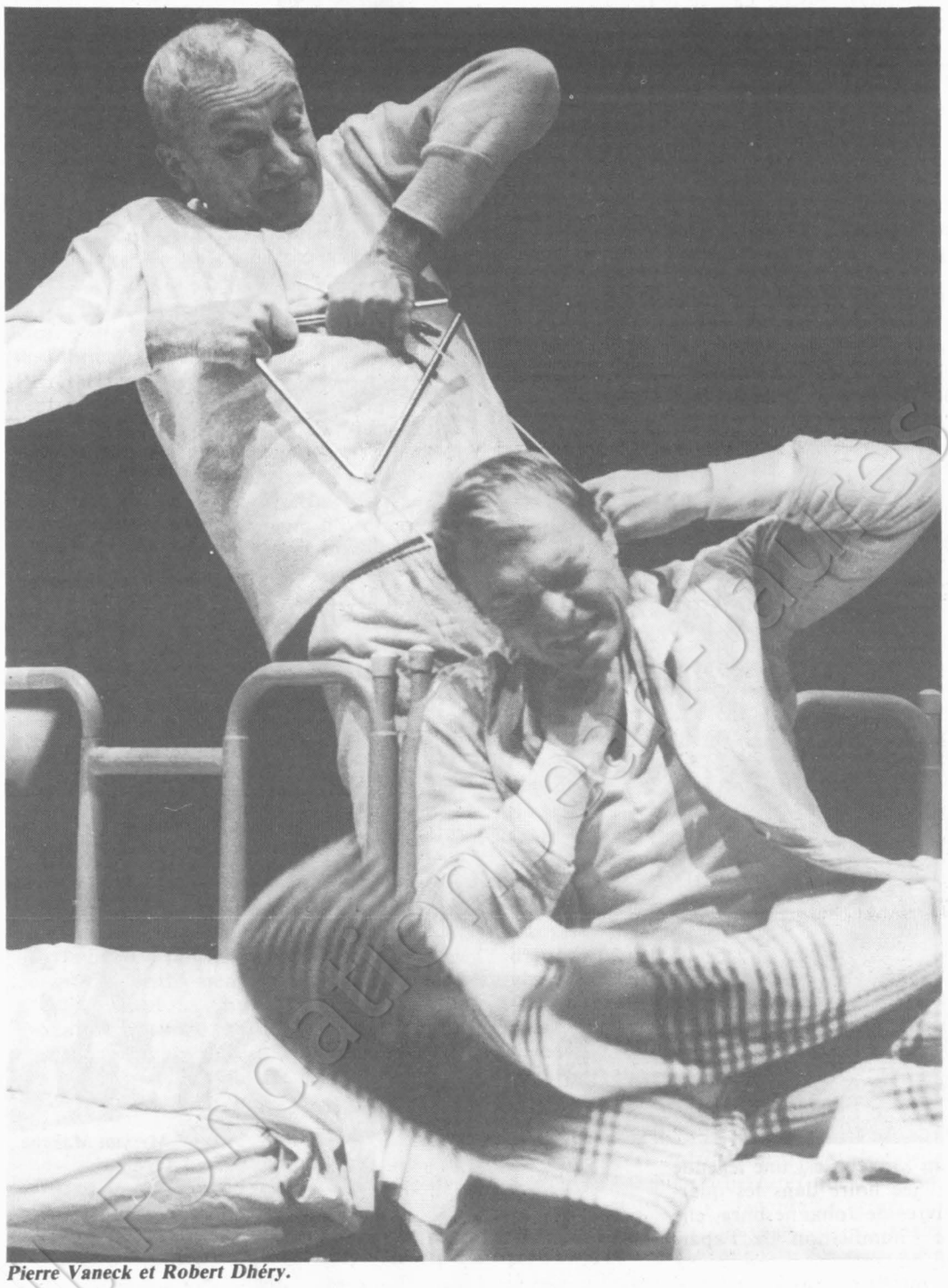
S'IL est vrai que le théâtre de boulevard est un théâtre rassurant où l'on vient chercher la certitude que le monde est bien ce qu'il est, qu'il tourne dans une infatigable et tautologique pérennité et que rien ne peut changer la sclérose des mœurs et la médiocrité des caractères qui composent l'ordinaire du milieu de la dramaturgie bourgeoise et conventionnelle, alors « la Musique adoucit les mœurs » (1) n'est pas une pièce de boulevard. Car Tom Stoppard y dénonce l'effroyable architecture du totalitarisme. Parfois même avec un rien de grandiloquence, inspirée par l'évocation des tortures infligées aux prétendus fous dans de soi-disant hôpitaux psychiatriques. Il a lu Vladimir Boukovsky, cela ne fait pas l'ombre d'un doute.

Mais dans la rencontre de cet orchestre, de ce dissident et de ce fou enfermés dans la même cellule-chambre de la même prison-asile, de cet enfant à qui l'on tente d'apprendre l'antienne communiste, et de ce médecin psychiatre plein de l'humour sauvage et involontaire des exécuteurs confiants dans l'efficacité et la vérité d'un raisonnement marxisto-freudien mis au service d'un système abstrait, invisible et cependant toujours présent, Stoppard, parce qu'il est écrivain de théâtre, a vu une formidable dynamique de l'absurde.

Paradis de l'ordre

La beauté plastique la plus remarquable préside à la position minutieusement choisie de chaque membre de l'orchestre qui donne à la société le concert de ses maîtres, mais, en fait, elle est la pyramide qui cache l'inéluctable exclusion de celui qui trouble un ensemble si peu angélique. Nouvelle version du paradis catholique et des anges soufflant dans des trompettes, le paradis soviétique est celui du consensus collectiviste d'un orchestre symbolique. Le paradis de l'ordre est toujours une métaphore musicale, et c'est bien inquiétant.

Mais le beau dévoile ici brusquement la cruauté cachée et de ce langage d'harmonie qui est un leurre, la musique de Previn expose la discordance, crûment. Car l'orchestre a le premier rôle. Il faut en faire partie pour « être » et le psychiatre « en est ». Ceux qui n'en sont pas sont les autres : le fou, le dissident, qui ne peut être qu'un fou, et l'enfant questionneur, futur dissident donc futur fou. Voilà l'esquisse d'une tragédie, direz-vous. Eh bien non. La tragédie est une chute. Ici, point de chute. On ne meurt pas. On ne se suicide pas.



Pierre Vaneck et Robert Dhéry.

En vérité, un espoir se fait jour. Celui que l'absurdité de cette beauté mensongère — si clairement indiquée par la structure du décor — mais qui ne recèle plus que le vide du corps, de l'âme et du langage, que cette absurdité donc se prenne à son propre piège et que le Grand Fou responsable d'une telle « tragédie » succombe lui-même, victime de sa dialectique, et rétablisse malgré lui l'ordre qu'il avait inversé.

Ainsi le médecin-chef qui tient entre ses mains le sort du fou et du dissident se trompe-t-il naturellement et, prenant le fou pour le dissident et le dissident pour le fou, libère-t-il l'un et l'autre pour la grande gloire de la raison enfin retouvée et survivant à la dictature des hommes. Pas de tragédie mais un subtil rétablissement de l'auteur acrobate qui commençait à être sur une corde bien raide. Théâtre populaire que celui-là, où un Anglo-Saxon, une fois de plus, après Harold Pinter ou Arthur Miller, nous montre que le boulevard, présentant avec simplicité des idées-forces qu'il exploite sans les pousser à l'extrême tragique, touche cependant au cœur des préoccupations actuelles de notre conscience collective.

Litote et mots d'auteur

Pierre Vaneck est un intellectuel convaincant. Trop peut-être. Il donne, par son interprétation sombre, une allure un peu pesante à une pièce qui se veut, non pas légère, mais farce. Est-ce le fait d'une difficulté à comprendre la farce qui traite par l'absurde et le déséquilibre l'angoisse humaine ou l'horreur sociale ? Sans doute est-ce parce que Robert Dhéry, dans sa mise en scène, ne choisit pas totalement le parti de la bouffonnerie qu'il interprète lui-même cependant parfaitement qu'on ressent comme une gêne parfois, comme le sentiment que Stoppard a flirté un peu outrageusement avec des « sujets graves » ? Or, rien n'est plus efficace que la dénonciation par l'absurde d'une aberration sociale (y a-t-il rien de plus terrifiant qu'Ubu ?) et c'est bien là le propos de l'auteur... mais un propos à l'anglaise, moitié en litote, moitié en mots d'auteur, et Dieu que nous, Français, sommes mal à l'aise dans ces jardins sinueux... ●

(1) « La Musique adoucit les mœurs », de Tom Stoppard et André Previn. Une pièce pour acteurs et orchestre, traduction française de Guy Dumur, mise en scène de Robert Dhéry. Au Théâtre de la Ville du 8 janvier au 11 avril. (Tél. : 274.11.24.)

Ciné-festivals

PAR SERGE RICHARD

NE serait-ce qu'à cause de la médiocrité des « sorties » de ces dernières semaines sur les écrans, on accueille avec joie toute une série de festivals.

Deux d'entre eux sont malheureusement limités à Paris : la Semaine « Positif », à l'Olympic, pour laquelle l'équipe de cette brillante revue a sélectionné toute une série d'inédits, notamment des courts métrages de Douglas Sirk (ce vendredi), de Robert Altman (ce samedi) et, dimanche, « le Journal du voleur de Shinjuku » (Oshima). Quand à « Palmes d'or du festival de Cannes », la Fondation Philip Morris y a regroupé quatorze des lauréats de la foire annuelle — et ce peut être pour de nouveaux jeunes spectateurs l'occasion de découvrir « le Messager » ou « l'Affaire Mattei »...

Deux autres festivals expérimentent une formule plus riche, c'est-à-dire une même programmation presque simultanée Paris-province. On verra donc, d'abord au Studio Saint-Séverin, onze inédits (« Cinéma français d'aujourd'hui ») signés des jeunes réalisateurs Delamarre, Férié, Sébastien Poitrenaud, Defrance, Dubor, Drillaud, Ode, Fleisher, Rémy, Blanchet, Brigitte Catillon, Alain d'Aix, Renate Becker, Luyat-Levaton, Girardot et Pink Splash. On retrouve ce même collectif Pink Splash dans un très prometteur festival mondial du nouveau dessin animé, « Mondo Cartoon », à partir du 5 mars : dix courts métrages de huit pays d'Est et d'Ouest, avec les signatures de Piotr Kamler, Raoul Servais, etc.

Pour la dix-huitième fois, Poitiers organise ses « Journées cinématographiques » (jusqu'au 27), consacrés au cinéma italien. Cesare Zavattini et Christian Depuyper animeront ces rencontres, au programme éblouissant hommage à Visconti, les années soixante-dix, Panoramique sur le « muet », Avant-première 80, une exposition sur l'auteur de « Senso », des débats...

Enfin, une innovation : sous le patronnage du Mrap, Amiens sera, jusqu'au 9 mars, le centre de l'antiracisme à l'occasion de « Cinéma et tiers monde ». Y seront projetés non seulement une série de classiques antiracistes (« le Dictateur », « le Petit Garçon aux cheveux verts », etc.) Mais aussi, en compétition, quatorze inédits de long métrage. ●

les ēditions ouvrières

François Bédarida
Eric Giuily
Gérard Rameix
Syndicats et patrons en Grande-Bretagne
Le renforcement des *trade unions* ouvre-t-il la voie vers plus de liberté et de démocratie?
20438 - 192 pages



Libertad pour la musique

Maintenant que Miguel Angel Estrella est libre, il faut libérer Andrei Sakharov

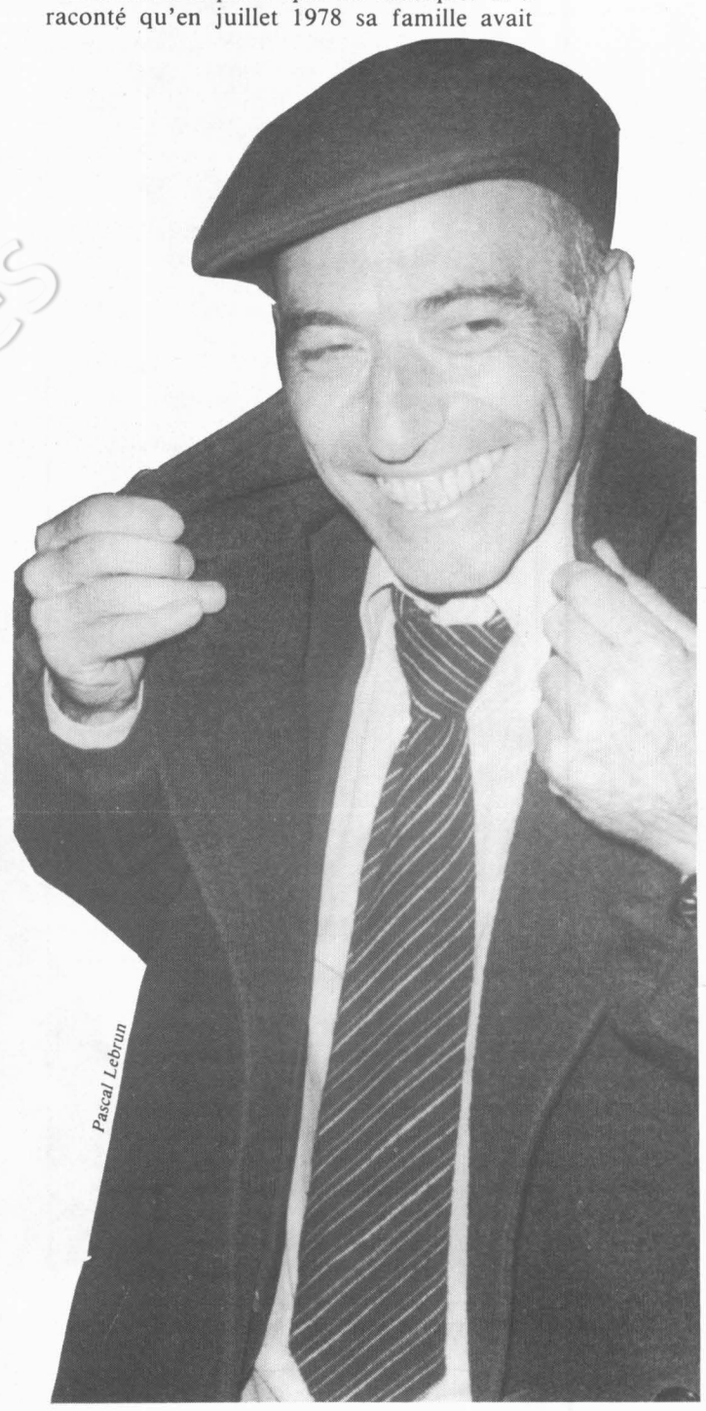
PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

LE Comité de soutien à Miguel Angel Estrella et tous les défenseurs de la liberté ont gagné : après plus de deux années de détention au pénitencier uruguayen de Libertad, le pianiste argentin est libre. Il est arrivé à Orly samedi dernier, 16 février, à 19 heures. Le lendemain il a pu poser les mains sur un vrai clavier. Nadia Boulanger, qui animait le Comité avec l'ingénieur Yves Haguenauer, avec Yehudi Menuhin et Henri Dutilleux, avec beaucoup d'autres, est morte avant de pouvoir constater que son souhait a été exaucé : Estrella est sauvé.

A Orly, Estrella a simplement dit : « Je suis content, heureux, ému. Je remercie tous ceux qui se sont employés à me faire libérer. Je pense recommencer très vite à vivre. Je vais reprendre mon travail. Dans quelques mois j'espère pouvoir jouer en public (1)... J'attends mes enfants ; ils vont arriver d'Argentine dans trois semaines ; je les ai vus hier, ils sont beaux... »

Le lendemain, reposé, Estrella a été un peu plus loquace, mais il s'est refusé à donner des détails sur ses conditions de détention à Libertad. Il ne parlera certainement pas avant d'avoir retrouvé ses enfants... Il s'est contenté de raconter les circonstances de son arrestation et d'expliquer comment il avait continué à faire de la musique pendant sa captivité : « (...) En septembre 1978, j'ai reçu un merveilleux cadeau : un clavier muet sur lequel il m'était enfin possible de m'exercer, de rejouer du piano (...). Mes gardiens étaient sidérés ; ils me dérangeaient sans arrêt pour me regarder et pensaient que j'étais fou ». Malgré de longues périodes de désespoir, la musique n'est jamais morte en lui. Il lui est même arrivé de réécrire mentalement des pièces entières de Bach et de Beethoven !

Estrella n'a parlé que de musique. Il a raconté qu'en juillet 1978 sa famille avait pu lui faire donner une guitare. Mais il ne put guère en profiter « avec un poignet bloqué, avec des doigts désensibilisés »... On ne pressent que trop les traitements que cela cache et qu'Estrella a dû subir comme les centaines d'autres prisonniers qui sont encore à Libertad, comme Frank Oswald libéré l'an dernier, comme Charles Serralta, cet autre Français toujours détenu là-bas.



Pascal Lebrun

Avec Rostropovitch et Galina

Miguel Angel Estrella, si son état physique le lui permet, sera peut-être à la salle Pleyel le 27 février à 20 h 30. Ce soir-là, à l'initiative du Comité des droits de l'Homme-Moscou 1980 et de Mstislav Rostropovitch, des musiciens, des chanteurs et des comédiens viendront de partout rendre « un hommage à Andréi Sakharov ». Avec Rostropovitch et sa femme Galina Vishnevskaia, sont annoncés : Yehudi Menuhin, Leonard Bernstein, Arthur Rubinstein, Georges Brassens, Jean Ferrat, Michel Piccoli, Annie Girardot, etc. Rostropovitch a expliqué son geste d'une phrase : « Miguel Angel Estrella est libre. Il faut libérer Andréi Sakharov. » ●

(1) En attendant qu'Estrella puisse donner des concerts, on peut l'écouter sur disque : « Miguel Angel Estrella ou la musique en prison » (Erato ERA 9193, distribution R.c.a.).

Le voyage au bout de la nuit de Niouta

Juive lituanienne, Niouta raconte ses pérégrinations d'un camp à l'autre pendant la dernière guerre



Keystone

Intérieur des baraques femmes à Belsen.

PAR YVONNE PIERRE

« ENCORE un livre sur le génocide des Juifs ! » s'écrieront certains, lorsqu'on leur parlera de « Niouta, d'un camp à l'autre » (1), un roman vrai de Gabrielle Visocekas. Oui, encore un. Pourquoi ? Parce que « le ventre immonde », hélas ! enfante encore.

Niouta appartient à la communauté juive lituanienne. La narratrice explique, dans son introduction : « J'ai rencontré Niouta voilà vingt-cinq ans. Mon mari l'avait connue en Lituanie, alors qu'il était l'élève de son père. Il gardait d'elle le souvenir d'une brillante jeune fille qu'une cour de garçons entourait. En 1947, c'était une femme maigre au regard absent... » Niouta resta longtemps muette. Puis, un jour, elle se mit à parler. Pendant des mois, Gabrielle Visocekas l'a écoutée.

Durant des jours et des jours, Niouta a traîné sa pauvre vie en camp de concentration, dans une plaine dont elle et les autres détenues ignorent la position géographique. Ces femmes n'ont comme vêtements que des guenilles. Sous une tunique rude et grisâtre, Niouta a le torse ceint d'un bizarre corset de paille maintenu par un sac en papier ayant jadis contenu du ciment. Pour avoir moins froid. Car, hors des baraques en planches, le thermomètre descend à 25 degrés au-dessous de zéro.

Dedans, grâce à la chaleur humaine, peut-être cinq ou six degrés de plus. « Des grosses godasses d'homme, en vrai cuir, trop grandes pour elle, mais commodes » complètent l'accoutrement de la prisonnière. Pas de savon, pas d'eau pour se laver. Chaque matin, on apporte le « café ». Les dix femmes de la stalle où vit Niouta s'étaient bien organisées... Abandonnant, chaque jour leur boisson du déjeuner, elles la laissaient à tour de rôle à l'une d'entre elles qui pouvait ainsi disposer de leurs dix rations. « C'était pour Niouta une petite fête. Elle aurait voulu avoir de l'eau bouillante, quitte à se brûler le crâne pour être débarrassée de tous ces poux qui lui empoisonnaient l'existence. » On se gratte jusqu'au milieu du dos, le long de plaies purulentes que la vermine ne cesse d'envenimer.

Unique refuge, mais combien douloureux, le rêve : on rêve aux soirées d'autrefois, aux parfums, aux cigarettes, aux nuits où l'on dansait, aux conversations entre intellectuels, aux repas, lorsqu'on célébrait la Pâque...

Et puis, un jour, ordre est donné de lever le camp. Bizarre procession avec les « dames des cuisines » chaudement vêtues, les prisonnières en loques, les S.S. brandissant leur habituel outil de travail, la cravache. Curieusement, bientôt, ils apparaissent inquiets, fiévreux. On dirait qu'ils « ont peur ». Ainsi commence la longue marche vers une terre inconnue. Nous sommes en 1944. Pour la première fois, ces fantômes de femmes voient les S.S. «... hâves, mal rasés conduisant machinalement leur troupeau de femmes abruties par la fatigue. Comme des automates, lorsque, devant eux, une d'elles, exténuée, se laissait tomber dans la neige pour ne plus se relever, ils se bornaient à l'achever d'une balle dans la tête ».

Après la lugubre traversée de villages abandonnés, le cortège arrive devant un fleuve que Niouta reconnaît pour être la Vistule. Mais, à bout de forces, elle tombe évanouie. Quand elle reprend connaissance, elle est seule. Elle aboutira finalement dans un village polonais où de braves gens l'hébergeront avec bien d'autres et même des officiers allemands dont l'un soignera cette rescapée et la guérira d'une gangrène à la jambe.

Les Russes arrivent. Niouta n'a plus qu'un désir : retrouver la Lituanie. Munie de nouveaux papiers d'identité — elle a perdu les siens dans la tourmente — délivrés par les Russes, elle quitte ses hôtes après leur avoir fait cadeau d'une vache et d'œufs enlevés aux fermiers de collaborateurs en fuite. Elle prend un train dont elle ignore où il va, mais qui transporte des hommes, beaucoup de femmes... et des vaches. Les femmes sont chargées de soigner et de traire les vaches.

Ce n'est pas en Lituanie que parviendra Niouta, mais en U.r.s.s. Et là, un autre camp où se retrouvent des Juives comme Niouta qui ignorent ce que sont devenus les leurs.

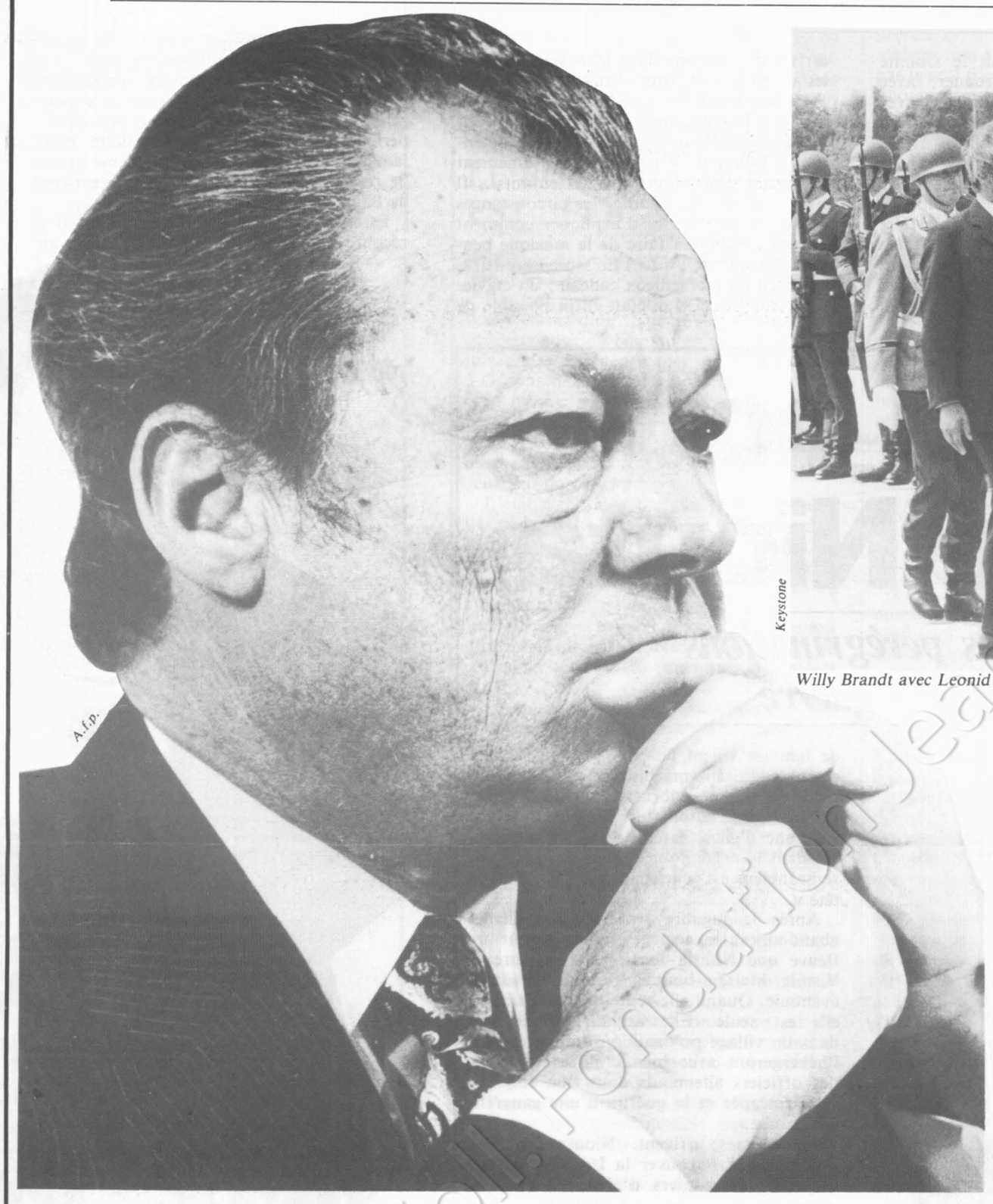
Logée correctement, quoique sans confort, chez l'habitant, Niouta ainsi que ses camarades, travaille au sovkhoze. Sa tâche consiste à mesurer le lait donné par les vaches. Les conditions de vie sont précaires, la nourriture peu variée mais suffisante. Certes, ce n'est pas une mince affaire que de traverser à quatre heures et demie du matin la plaine longtemps enneigée, pour atteindre le sovkhoze surtout quand on a une jambe fragile. Néanmoins, elle a des vêtements pour se couvrir, du savon pour se laver. Comme elle est seule, parmi ses compagnes, à savoir le russe, elle leur traduit les articles de « la Pravda ». Ce qui lui vaut l'animosité de la camarade-politruk. Aux remarques de cette désagréable personne, Niouta répondra : « Excusez-moi, camarade-politruk. Je me suis occupée de ce qui ne me regarde pas... »

Ce « roman-vrai » se termine beaucoup mieux qu'on ne l'aurait imaginé. Nous laissons au lecteur la joie d'en découvrir la fin. ●

(1) « Niouta d'un camp à l'autre ». Edition La Pensée universelle.

Préserver les acquis de la détente

A la suite du récent sommet Giscard-Schmidt, de nombreuses questions se sont posées sur la politique extérieure de la R.f.a. Willy Brandt, président du S.p.d., répond à quelques-unes d'entre elles



A.f.p.



Keystone

Willy Brandt avec Leonid Brejnev,



A.f.p.

et devant le monument dédié au ghetto de Varsovie.

PAR WILLY BRANDT

PLUSIEURS semaines se sont déjà écoulées depuis l'occupation de l'Afghanistan par les troupes soviétiques. Il n'est pas encore possible de discerner avec précision toute l'étendue des conséquences découlant de cette aventure. Toutefois, on distingue clairement qu'il en résulte de graves dommages, non seulement en ce qui concerne la paix, mais encore en ce qui concerne les responsables en tant que garants de l'équilibre mondial. La condamnation sans équivoque de l'intervention militaire par une majorité des deux tiers à l'Assemblée générale des Nations unies est un événement politique sans précédent.

Le plus gravement affecté

Si nous examinons les mesures qu'il convient de prendre pour que les Européens et l'Alliance atlantique répondent à cette crise, nous ne devons pas perdre de vue les intérêts qu'il importe de préserver. J'espère qu'on ne se méprendra pas lorsque je ferai la constatation suivante : mon pays, la République fédérale d'Allemagne, figurerait parmi ceux qui seraient le plus gravement affectés si le processus de détente en Europe et de coopération raisonnable entre les deux superpuissances devait être réduit à néant. Cependant, cela n'est pas valable seulement pour les Allemands : les peuples européens de l'Est et de l'Ouest seraient également touchés.

Les hommes et les femmes de l'Est et de l'Ouest sont animés à peu près par les mêmes soucis. C'est pourquoi je considère comme une tâche commune le maintien de l'acquis et la lutte pour empêcher que, dans la situation actuelle, rien d'irréparable ne s'accomplisse. Je reviens aux expériences acquises par mon pays : les succès ayant récompensé les efforts persévérants déployés en vue de garantir les bases vitales de Berlin, les améliorations sensibles obtenues en faveur de nombreux citoyens des deux Etats allemands, la normalisation des relations avec nos voisins d'Europe orientale... Tout cela n'est pas venu tout seul. Une rechute entraînerait des conséquences.

C'est pourquoi notre intérêt nous commande de faire tout ce qui est humainement possible afin d'empêcher une rechute dans la guerre froide. La politique du maintien de la paix, sans illusion et sans faux-semblant, demeure à l'ordre du jour. A cet égard, nous le savons parfaitement : des progrès rapides sont plus improbables que jamais. Au début surtout, ce sera encore plus difficile, encore plus lassant.

Notre objectif doit être de préserver la situation de stabilité relative en Europe et d'étendre cette stabilité à d'autres régions partout où cela est possible. A cet égard, personne ne doit être amené à douter que nous autres, en Europe occidentale, nous nous tenons aux côtés des Etats-Unis en tant que partenaires indéfectibles. Mais, la solidarité ne signifie pas que l'on se borne simplement à répéter ce que les bons amis viennent de dire.

Nous défendrons aussi les intérêts collectifs de l'Occident en luttant pour empêcher une extension de la tension à l'Europe. En revanche, celui qui veut modifier le traité de l'Otan en lui assignant des objectifs aussi ambitieux qu'irréalisables met l'Alliance occidentale de défense en danger.

Je sais que je suis d'accord avec de nombreux experts ainsi qu'avec l'ancien ministre américain des Affaires étrangères, Henry Kissinger, quand j'affirme : une telle démarche ne servirait ni les Etats-Unis ni les pays européens. En effet, ni les Etats-Unis ni nous autres, les Européens, ne pouvons avoir un intérêt à voir la situation internationale s'aggraver.

Harmonisation équitable

Dans une perspective allemande, je voudrais souligner quatre points :

1) Nous voulons défendre nos intérêts légitimes dans le cadre de l'alliance occidentale et dans celui de la responsabilité incombant à l'ensemble de l'Europe.

2) La raison mais aussi l'expérience permettent de penser que les superpuissances continuent de vouloir éviter une catastrophe nucléaire et que ce souci se concrétisera dans leur politique. Cette façon de voir n'atténue en rien la gravité de la situation internationale, de même qu'elle ne réduit nullement la portée de la demande formulée par les Nations unies concernant le retrait des troupes étrangères d'Afgnanistan.

3) La politique de la maîtrise des conflits et de la lutte en faveur de la détente demeure importante et judicieuse même depuis les modifications survenues dans la situation internationale. L'intérêt de l'humanité exige également de poursuivre une coopération sans illusion sur la base des traités existants. Les accords touchant la politique de contrôle des armements destinée à asseoir la paix — en particulier la limitation de l'armement nucléaire — doivent faire l'objet de négociations, soit que l'Onu poursuive celles qui sont déjà entamées, soit que l'on en commence de nouvelles.

4) La continuité de notre politique exige la solidarité avec les Etats-Unis, la poursuite des efforts en faveur de la détente ainsi que la détermination rigoureusement incontestable de continuer de faire de l'Europe — dans l'intérêt même de la paix — une région de stabilité.

Il est aussi important que nos pays soient de plus en plus disposés à promouvoir l'indépendance économique et politique du tiers monde. Cependant, dans ce domaine, il convient de ne pas oublier que le processus d'une harmonisation équitable entre les « riches » pays du Nord et les régions « pauvres » du Sud possède une valeur intrinsèque et ne doit pas être ramené à une simple fonction de la confrontation Est-Ouest. La tentative d'élaborer une nouvelle réglementation des relations Est-Ouest est devenue depuis longtemps une nouvelle dimension de la politique de renforcement de la paix. Si la crise du Moyen-Orient devait accroître la sensibilité de la conscience collective à ce problème, on pourrait dire que l'humanité y aurait gagné quelque chose. ●

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325